

PROJETS DE COOPÉRATION DE LA CEPEJ

MIS EN ŒUVRE
DE JANVIER À JUIN 2025



PROJETS MIS EN OEUVRE PAR LA CEPEJ



PROJETS BILATERAUX MIS EN ŒUVRE PAR LA CEPEJ

- ✓ **RÉGION DES BALKANS OCCIDENTAUX (FACILITÉ HORIZONTALE III UE/COE)**
3 PROJETS BILATERAUX EN ALBANIE, BOSNIE-HERZÉGOVINE ET KOSOVO*
- ✓ **RÉGION DU PARTENARIAT ORIENTAL**
3 PROJETS BILATERAUX SOUS LE PARTENARIAT UE/COE POUR UNE BONNE GOUVERNANCE PGG III) EN AZERBAÏDJAN, GÉORGIE ET REPUBLIQUE DE MOLDOVA
1 ACTIVITÉ DE SOUTIEN AD HOC EN UKRAINE
- ✓ **ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE**
1 PROJET EN GRÈCE
1 ACTIVITÉ AD HOC À MALTE
- ✓ **RÉGION SUD-MÉDITERRANÉENNE**
1 PROJET BILATÉRAL AU MAROC





HORIZONTAL FACILITY
FOR THE WESTERN
BALKANS AND TÜRKIYE

RENFORCER LA QUALITÉ ET L'EFFICACITÉ DE LA JUSTICE EN **ALBANIE** (SEJ IV)

Page Web du projet



RENFORCER LA QUALITÉ ET L'EFFICACITÉ DE LA JUSTICE EN ALBANIE (SEJ IV)

APERÇU

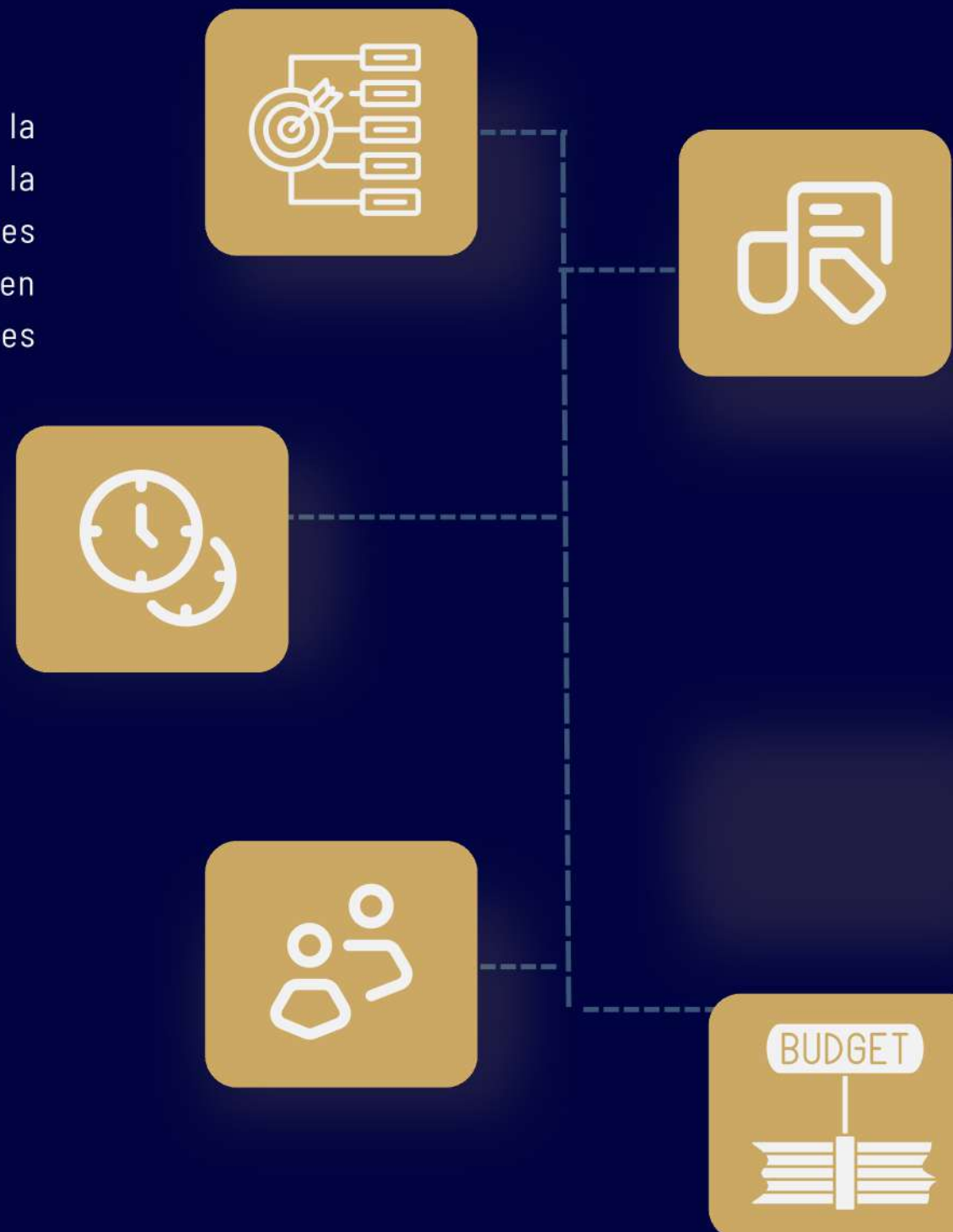
OBJECTIF

- Soutenir les institutions judiciaires et les tribunaux dans la mise en œuvre des réformes pour améliorer l'efficacité et la qualité du système judiciaire sur la base des outils et des méthodologies de la CEPEJ adaptés au contexte albanais, en s'appuyant sur les accomplissements des trois premières phases de l'action.

Janvier 2023 – Décembre 2026

BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

- Ministère de la Justice
- Conseil supérieur de la magistrature
- Conseil supérieur des procureurs
- Tribunaux et usagers des tribunaux
- Haut inspecteur de la Justice
- École de la Magistrature
- Ordre des avocats, Chambre de médiation



RÉSULTATS ATTENDUS

- Amélioration de la transparence et de l'efficacité des institutions judiciaires grâce à une gestion et une performance accrues des tribunaux, ainsi qu'à une meilleure qualité des services aux usagers conformément aux normes et outils de la CEPEJ.
- L'amélioration des statistiques judiciaires selon les normes et les outils de la CEPEJ, en coordination avec le tableau de bord des Balkans occidentaux permet aux institutions judiciaires de gagner en transparence et en efficacité grâce à une infrastructure et des outils informatiques optimisés.
- Élargissement du recours aux modes alternatifs de résolution des litiges en conformité avec les normes et les outils de la CEPEJ.
- L'École de la magistrature bénéficie également d'un soutien pour offrir une formation de qualité sur l'efficacité et la qualité de la justice aux magistrats et à l'administration des tribunaux.
- Le Haut Inspecteur de la Justice est soutenu pour rationaliser l'inspection judiciaire selon les normes européennes.

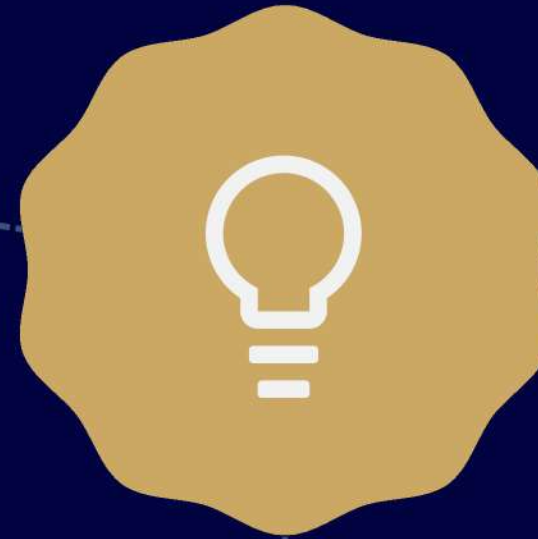
859 000 euros

HORIZONTAL FACILITY
FOR THE WESTERN
BALKANS AND TÜRKIYE

RENFORCER LA QUALITÉ ET L'EFFICACITÉ DE LA JUSTICE EN ALBANIE (SEJ IV)

POINTS CLÉS

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS
DE COMMUNICATION AU SEIN DU
SERVICE DE POURSUITE CONTRE
LA CORRUPTION ET LES CRIMES
ORGANISÉS



CONSULTATIONS
INSTITUTIONNALISER
ENQUÊTES DE SATISFACTION
AUPRÈS DES TRIBUNAUX



NOUVEAU MODULE « RENFORCEMENT DES CONNAISSANCES
EN GESTION DES AFFAIRES ET EN ÉTHIQUE NUMÉRIQUE
POUR LES PROFESSIONNELS DE LA JUSTICE » AU SEIN DU
PROGRAMME DE FORMATION DE L'ÉCOLE DE LA
MAGISTRATURE

HORIZONTAL FACILITY
FOR THE WESTERN
BALKANS AND TÜRKIYE



RENFORCEMENT DE LA QUALITÉ ET DE L'EFFICACITÉ DE LA JUSTICE EN ALBANIE (SEJ IV)

ACTIVITÉS RÉALISÉES (JANVIER-JUIN 2025)

- Mission conjointe en Albanie des actions SEJ IV et « Tableau de bord des Balkans occidentaux », notamment sur le renforcement des outils de collecte et d'analyse de données et la modernisation des systèmes informatiques par le développement d'outils numériques tels que la plateforme de notification en ligne pour les avocats et le nouveau CMIS pour les services du ministère public (janvier 2025).
- Révision et amélioration des informations fournies aux avocats à partir de la Plateforme de Notification en Ligne qui fournit désormais des informations sur tous les dossiers suivis par les avocats inscrits avec le numéro de référence correspondant tel qu'enregistré dans le CMIS (mars 2025).
- Consultations initiales avec le Conseil supérieur de la magistrature, l'École de la magistrature et les tribunaux concernés concernant la mise en œuvre d'un nouveau cycle et l'institutionnalisation des enquêtes de satisfaction auprès des tribunaux (avril 2025).
- Formation pour l'équipe chargée du suivi des activités des médias au sein de l'instance de poursuite contre la corruption et les crimes organisés axé notamment sur la communication de crise, la communication sur les affaires spéciales et la communication relative aux enquêtes électorales, en vue des prochaines élections législatives en Albanie (mai 2025).
- Module de formation « Améliorer les connaissances en gestion des affaires et en éthique numérique pour les professionnels de la justice » compte tenu des outils de la CEPEJ en matière de cyberjustice. Il sera intégré au programme de formation initiale et continue de l'École de la magistrature albanaise (mai 2025).



HORIZONTAL FACILITY
FOR THE WESTERN
BALKANS AND TÜRKIYE

RENFORCER L'EFFICACITÉ ET LA QUALITÉ DE LA JUSTICE EN BOSNIE- HERZÉGOVINE (BIHSEJ)

[Page Web du projet](#)



RENFORCER L'EFFICACITÉ ET LA QUALITÉ DE LA JUSTICE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE (BIHSEJ)

APERÇU

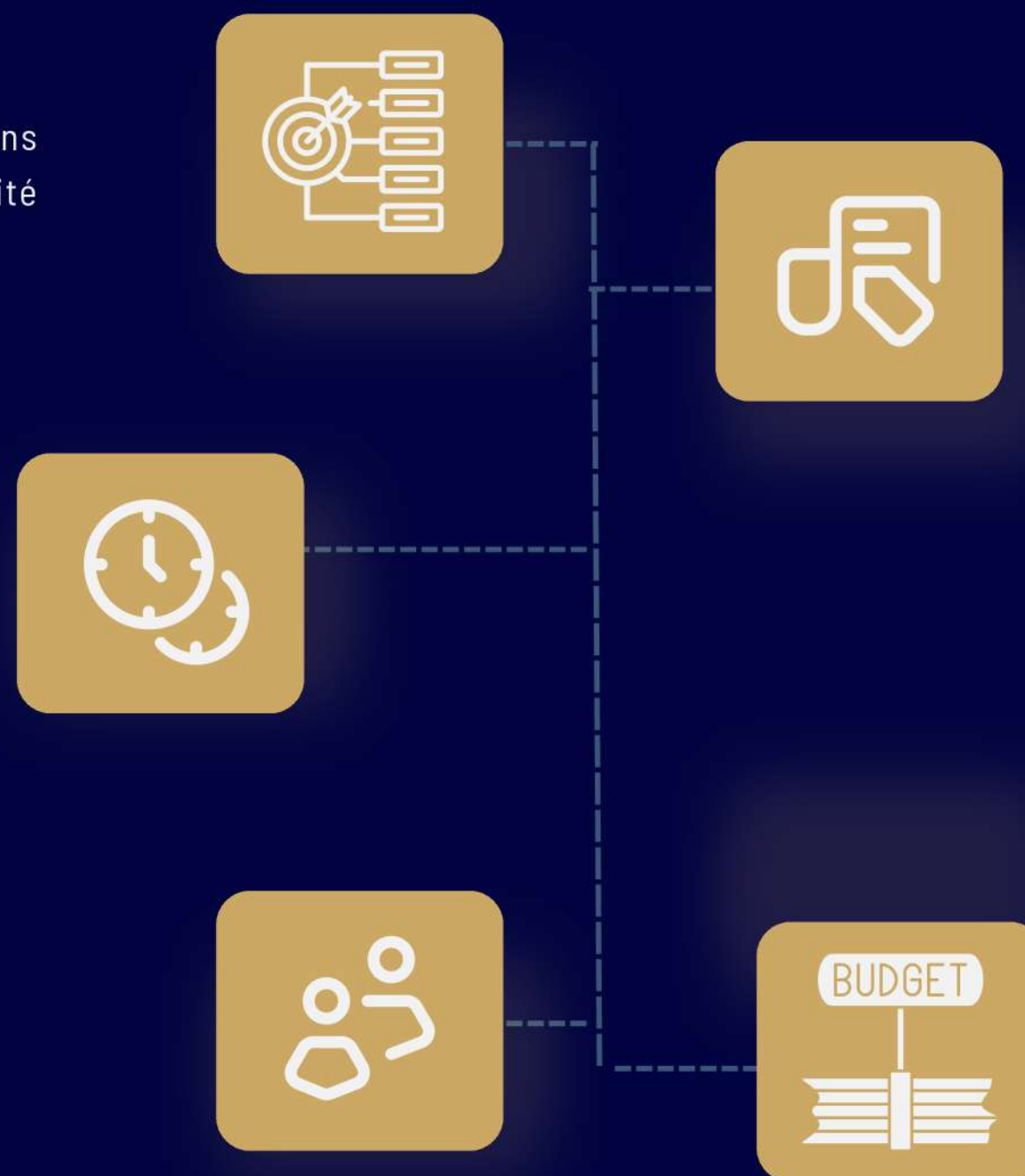
OBJECTIF

- Soutenir le système judiciaire de Bosnie-Herzégovine dans l'amélioration de son efficacité et sa qualité en conformité avec les normes et les outils élaborés par la CEPEJ.

Janvier 2023 – Décembre 2026

BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

- Ministère de la Justice
- Conseil supérieur de la magistrature et des poursuites (HJPC)
- InstitutS de formation judiciaire
- Présidents de tribunal, procureurs généraux, administrateurs judiciaires, juges et procureurs, tribunaux
- Association des Médiateurs



RÉSULTATS ATTENDUS

- L'amélioration de l'efficacité et de la qualité du système judiciaire en Bosnie-Herzégovine sera renforcée (notamment en aidant à raccourcir la durée des procédures et à réduire l'arriéré judiciaire).
- Les capacités de collecte, de traitement et d'analyse des données sur le fonctionnement du système judiciaire et des statistiques judiciaires selon la méthodologie de la CEPEJ seront renforcées, en étroite coordination avec l'action « Tableau de bord des Balkans occidentaux » de la CEPEJ.
- Les compétences des professionnels de la justice en matière d'efficacité et de la qualité de la justice seront améliorées, en accord avec les normes et les outils de la CEPEJ.

658 000 euros

RENFORCER L'EFFICACITÉ ET LA QUALITÉ DE LA JUSTICE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE (BIHSEJ)

POINTS CLÉS

LANCEMENT D'UNE ÉVALUATION COMPLÈTE DU SYSTÈME DE FORMATION JUDICIAIRE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE AFIN D'IDENTIFIER LES PRINCIPAUX DÉFIS ET DE FORMULER DES RECOMMANDATIONS POUR RENFORCER LA COORDINATION ET OPTIMISER L'IMPACT DES FORMATIONS

TROISIÈME ATELIER DE L'ICT HUB RÉGIONAL DES BALKANS OCCIDENTAUX SUR LES BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE DE SYSTÈMES DE GESTION DES AFFAIRES, DE NUMÉRISATION JUDICIAIRE ET D'IA



PRÉSENTATION DES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DES ENQUÊTES DE SATISFACTION AFIN DE SOUTENIR LES ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES DANS L'ÉLABORATION DES POLITIQUES VISANT À AMÉLIORER LES SERVICES JUDICIAIRES, EN S'APPUYANT SUR LES RETOURS DES USAGERS



LANCEMENT EN COOPÉRATION AVEC LES CENTRES DE FORMATION JUDICIAIRE, DE LA FORMATION EN LIGNE HELP « QUALITÉ DE LA JUSTICE - LE TRAVAIL DE LA CEPEJ », ADAPTÉE AU CONTEXTE BOSNIAQUE

RENFORCER L'EFFICACITÉ ET LA QUALITÉ DE LA JUSTICE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE (BIHSEJ)

ACTIVITÉS RÉALISÉES (JANVIER-JUIN 2025)



- Ateliers « Résultats des enquêtes de satisfaction et recommandations pour les tribunaux afin d'améliorer le service de la justice, en tenant compte du retour des usagers », dans deux tribunaux (Brčko et Trebinje), comme suivi des enquêtes de satisfaction menées précédemment auprès des citoyens et des groupes professionnels (procureurs, avocats, notaires, représentants des médias et membres de partis politiques)(février 2025).
- Lancement de la formation en ligne HELP « Qualité de la justice : le travail de la CEPEJ », traduite en bosniaque et adaptée au contexte local, en coopération avec les centres de formation judiciaire, avec la participation de présidents de tribunaux, de juges et de représentants du CSJP (mars 2025).
- Renforcement des capacités des représentants du CSJP sur les normes européennes en matière d'efficacité judiciaire, d'exécution et de transformation numérique par leur participation à la conférence « Meilleure exécution des décisions judiciaires nationales : une exigence des droits de l'homme et de l'État de droit » et à la 12e réunion du groupe de travail CEPEJ-GT-CYBERJUST sur la cyberjustice et l'IA (mars 2025).
- Evaluation complète du système de formation judiciaire en Bosnie-Herzégovine afin d'identifier les principaux défis et formuler des recommandations pour renforcer la coordination et optimiser l'impact des formations (avril 2025).
- 3e atelier de l'ICT Hub régional des Balkans occidentaux réunissant des responsables pour les TIC de la région pour un échange d'expériences sur les systèmes de gestion des affaires, la numérisation judiciaire et les outils d'IA, en mettant l'accent sur la promotion des outils de la CEPEJ dans le domaine de la cyberjustice (mai 2025).
- Atelier sur l'organisation et la mise en œuvre d'enquêtes de satisfaction internes pour 5 tribunaux pilotes (mai 2025).



HORIZONTAL FACILITY
FOR THE WESTERN
BALKANS AND TÜRKIYE

RENFORCER L'EFFICACITÉ ET LA QUALITÉ DE LA JUSTICE AU **KOSOVO*** (KOSEJ III)

CETTE DÉSIGNATION RESPECTE LES POSITIONS SUR LE STATUT ET EST EN ACCORD AVEC LA RÉOLUTION 1244 DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES ET L'AVIS DE LA CIJ SUR LA DÉCLARATION D'INDEPENDANCE DU KOSOVO.

[Page Web du projet](#)



RENFORCER L'EFFICACITÉ ET LA QUALITÉ DE LA JUSTICE AU KOSOVO (KOSEJ III)

APERÇU

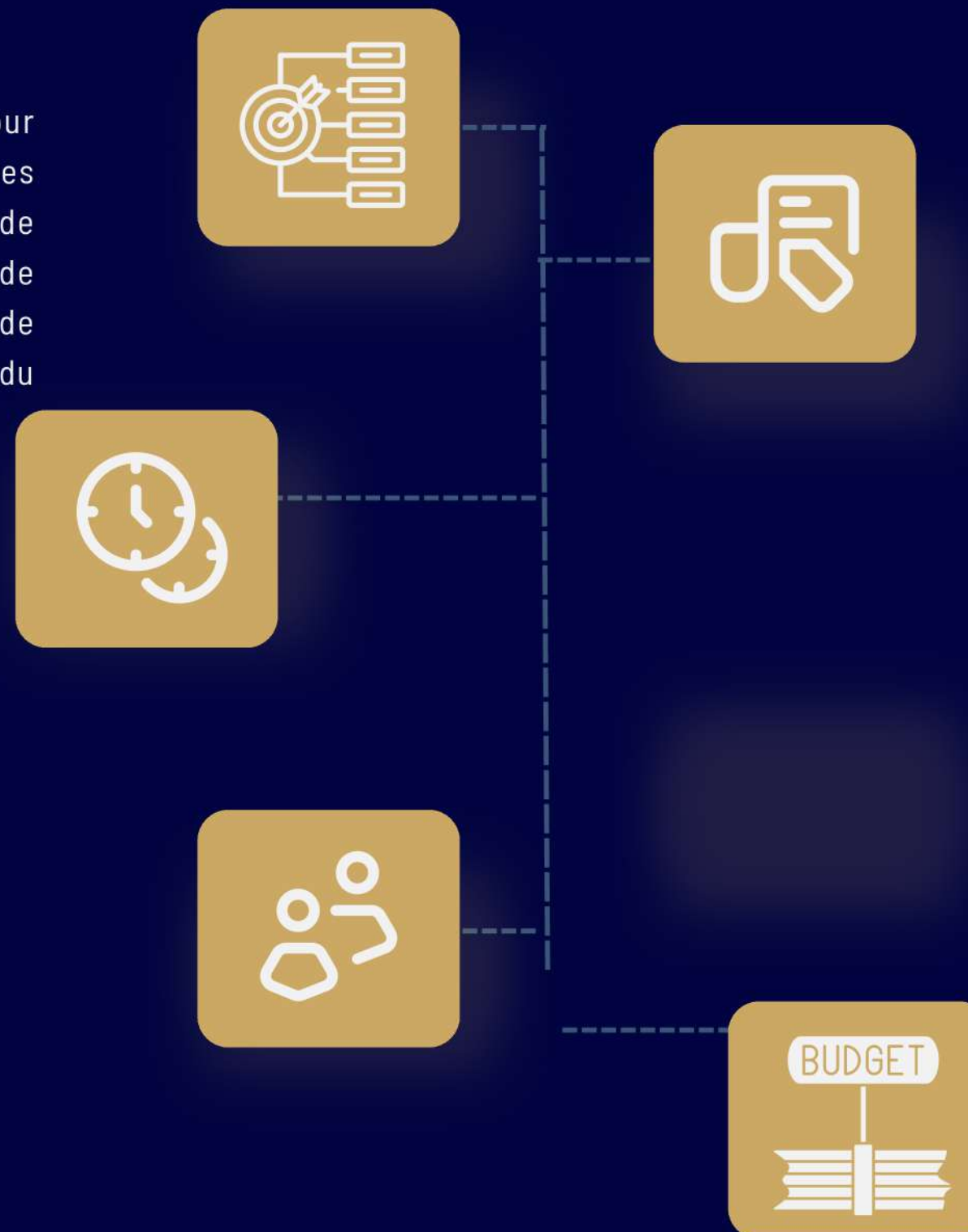
OBJECTIF

- Promouvoir efficacement la mise en œuvre de la Stratégie pour l'État de droit 2021-2026 en soutenant et en élargissant les outils et méthodologies de la CEPEJ, notamment en matière de gestion du temps judiciaire, de numérisation des dossiers et de la justice, les modes alternatifs de résolution des litiges, de carte judiciaire, d'organisation et d'accessibilité des locaux du tribunal, etc.

Janvier 2023 – Décembre 2026

BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

- Ministère de la Justice
- Conseil Judiciaire du Kosovo (KJC)
- Conseil des Procureurs (KPC)
- Académie de Justice
- Présidents de tribunal, procureurs généraux, administrateurs judiciaires, juges et procureurs, tribunaux



RÉSULTATS ATTENDUS

- Assister les autorités chargées de l'administration de la justice dans la surveillance de la mise en œuvre de la stratégie concernant l'Etat de droit en se basant sur des statistiques judiciaires précises et automatiquement générées.
- Améliorer les compétences en matière de délais des procédures judiciaires, optimiser la répartition des ressources humaines en évaluant la complexité des dossiers, et promouvoir la cyberjustice ainsi que les outils de médiation de la justice conformément à la méthodologie de la CEPEJ.
- Améliorer la communication entre les tribunaux, les parties prenantes et les autres intervenants pour identifier les retards.
- Aider les tribunaux à recueillir les commentaires des utilisateurs pour permettre aux tribunaux de prendre des mesures visant à améliorer l'organisation des tribunaux, les services judiciaires et les locaux des tribunaux.
- Faciliter la communication électronique entre les tribunaux et les parties, en commençant par les notifications électroniques.

779 000 euros

RENFORCER L'EFFICACITÉ ET LA QUALITÉ DE LA JUSTICE AU KOSOVO (KOSEJ III)

POINTS CLÉS

SOUTIEN AU RENFORCEMENT DU RÔLE DE L'UNITÉ D'INSPECTION AU SEIN DU KJC, NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LA RÉDUCTION DE L'ARRIÉRÉ JUDICIAIRE ET L'AMÉLIORATION DE L'EFFICACITÉ DES TRIBUNAUX, EN PLUS D'ASSURER LA SUPERVISION



AMÉLIORATION DE LA COMMUNICATION DES STATISTIQUES JUDICIAIRES DU KJC AU PUBLIC EN RÉPONDANT AUX PRÉOCCUPATIONS DES CITOYENS GRÂCE À DES DONNÉES CLAIRES, COMPRÉHENSIBLES ET CONTEXTUALISÉES



NORMALISATION DES DOCUMENTS-TYPES DU PARQUET PAR LE GROUPE DE TRAVAIL DU KPC



HORIZONTAL FACILITY FOR THE WESTERN BALKANS AND TÜRKİYE

RENFORCER DE L'EFFICACITÉ ET DE LA QUALITÉ DE LA JUSTICE AU KOSOVO (KOSEJ III)

ACTIVITÉS RÉALISÉES (JANVIER -JUIN 2025)



- Etablissement du groupe de travail sur les documents-types du KPC dans le but d'améliorer le travail quotidien des procureurs grâce à des modèles générés automatiquement, en identifiant les modèles pilotes pour les documents les plus couramment utilisés (mai 2025). L'examen et l'élaboration de ces modèles se poursuivront lors du prochain atelier qui se tiendra les 10 et 11 juin.
- Renforcement des capacités de vingt représentants du Secrétariat du KJC et chargés de communication sur une utilisation plus efficace des statistiques judiciaires pour renforcer la confiance des citoyens dans la justice du Kosovo ainsi que de la publication d'informations sur la durée des procédures judiciaires, afin de répondre aux préoccupations des citoyens concernant les retards dans le traitement de la justice.
- Ateliers avec quinze membres de l'Unité d'Inspection du KJC sur les moyens de renforcer son rôle, avec pour objectif de l'intégrer aux processus décisionnels stratégiques du KJC, afin que ses constats et recommandations contribuent directement aux réformes judiciaires.

Partnership for
Good Governance

PROMOTION DE LA MEDIATION EN AZERBAÏDJAN

[Page Web du projet](#)



Partnership for Good Governance

PROMOTION DE LA MÉDIATION EN AZERBAÏDJAN

APERÇU

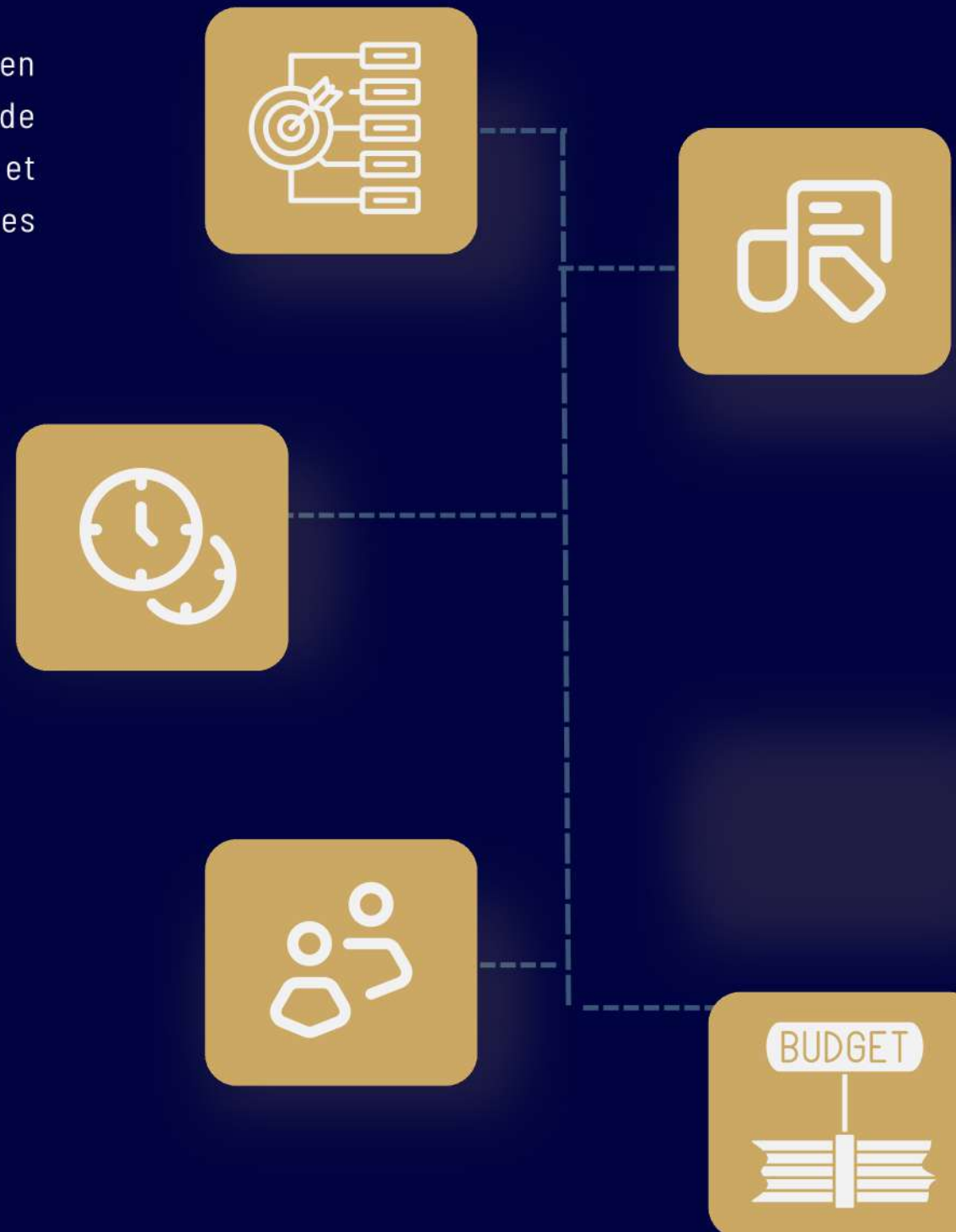
OBJECTIFS

- Amélioration de l'utilisation de la médiation en Azerbaïdjan en accroissant la disponibilité et la qualité des services de médiation, en renforçant les compétences des médiateurs et en sensibilisant les professionnels du secteur judiciaire et les citoyens à la médiation.

MARS 2023 – FÉVRIER 2026

BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

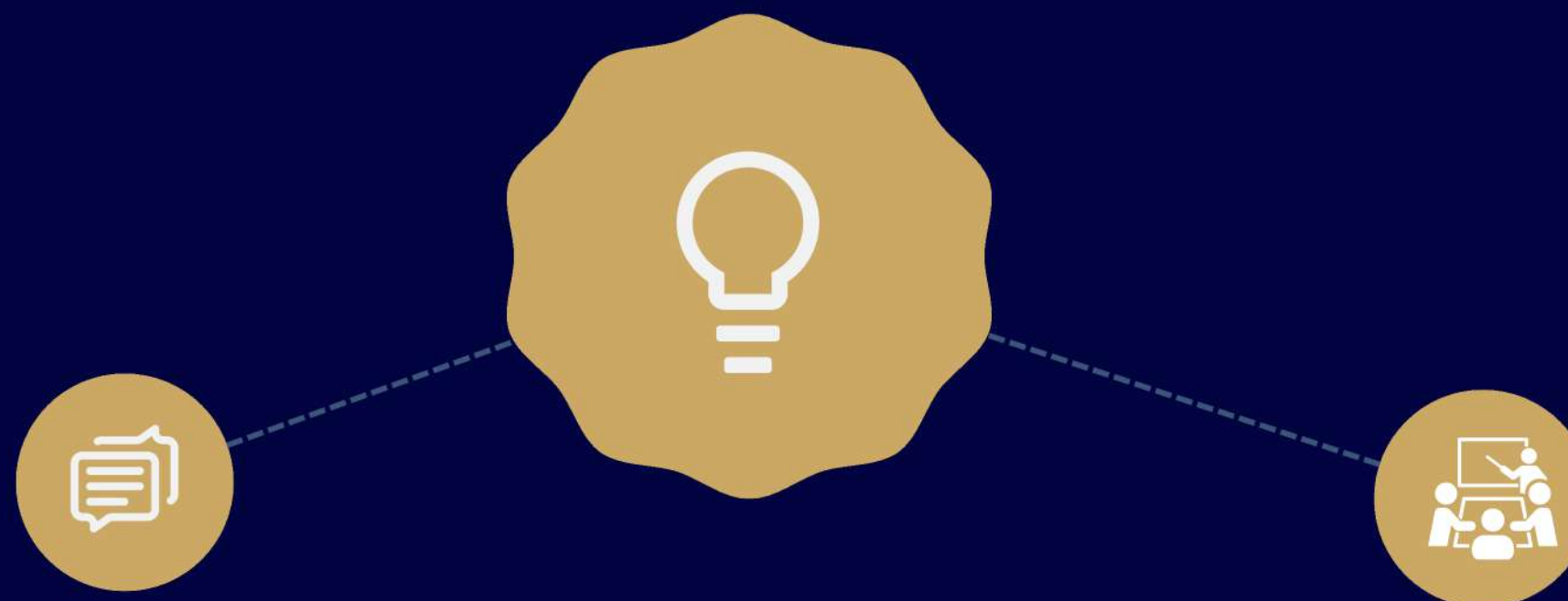
- Ministère de la Justice
- Académie de Justice
- Conseil de médiation et médiateurs
- Magistrats, avocats
- la société civile, les justiciables



RÉSULTATS ATTENDUS

- Analyse d'experts de l'état actuel et recommandations pour des améliorations futures dans le domaine de la médiation.
- Rapport d'expert sur les statistiques de médiation avec recommandations pour l'adoption d'un système standard pour la collecte de statistiques basées sur la Boîte à outils pour le développement de la médiation de la CEPEJ
- Analyse ex post de l'état de la médiation.
- Amélioration des compétences du Conseil de Médiation (éthique, frais, suivi, collecte et analyse des données)
- Amélioration des compétences des médiateurs.
- Connaissance accrue des formateurs en médiation pour dispenser des formations approfondies et spécialisées.
- Amélioration de la connaissance et de la sensibilisation des divers acteurs de la médiation, notamment des juges et des avocats, pour promouvoir l'utilisation de la médiation et la diffusion des bonnes pratiques.
- Projet pilote en matière de médiation pour étendre la portée géographique du projet
- Plan de promotion et de sensibilisation sur la médiation.

880 000 euros



DÉVELOPPEMENT DE LA « STRATÉGIE DE COMMUNICATION, DE SENSIBILISATION ET DE PROMOTION DE LA MÉDIATION EN AZERBAÏDJAN (2025-2028) », AINSI QU'UN PLAN D'ACTION POUR SA MISE EN ŒUVRE PAR UNE ÉQUIPE DE CONSULTANTS SPÉCIALISÉS EN MÉDIATION ET EN COMMUNICATION

RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES PRATIQUES DE 42 MÉDIATEURS AZERBAÏDJANAIS POUR RÉSOUDRE EFFICACEMENT LES LITIGES PAR LA MÉDIATION GRÂCE À UNE FORMATION ENCADRÉE D'UN MOIS, DISPENSÉE DANS LE PROGRAMME HELP SUR LE THÈME « L'IMPORTANCE DE LA QUALITÉ DE LA JUSTICE DANS LA MÉDIATION » (EN FÉVRIER-MARS 2025)

Partnership for Good Governance



PROMOTION DE LA MÉDIATION EN AZERBAÏDJAN

ACTIVITÉS RÉALISÉES (JANVIER-JUIN 2025)

- Utilisation du cours encadré du programme HELP sur « L'importance de la qualité de la justice dans la médiation », élaboré par la CEPEJ, pour un groupe de 50 médiateurs azerbaidjanais, en coopération avec le Conseil de la médiation et l'Académie de justice d'Azerbaïdjan (février-mars 2025).
- Développement de la « Stratégie de communication, de sensibilisation et de promotion de la médiation en Azerbaïdjan (2025-2028) » par une équipe de consultants spécialisés en médiation et en communication.
- Atelier en ligne pour présenter et discuter avec les partenaires nationaux le projet de stratégie (avril 2025).
- Révision et finalisation du document pour intégrer les commentaires des partenaires du projet et élaboration d'un plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie, comprenant un calendrier ainsi que des mesures et activités concrètes pour une période de quatre ans.
- Participation de représentants du Conseil de la médiation d'Azerbaïdjan à la conférence internationale « Promouvoir la médiation par la coopération en République de Moldova » à Chisinau (mai 2025).

Partnership for
Good Governance

SOUTIEN À LA MODERNISATION DE LA GESTION DES TRIBUNAUX EN GÉORGIE

[Page web du Projet](#)



Partnership for Good Governance

SOUTIEN À LA MODERNISATION DE LA GESTION DES TRIBUNAUX EN GÉORGIE

APERÇU

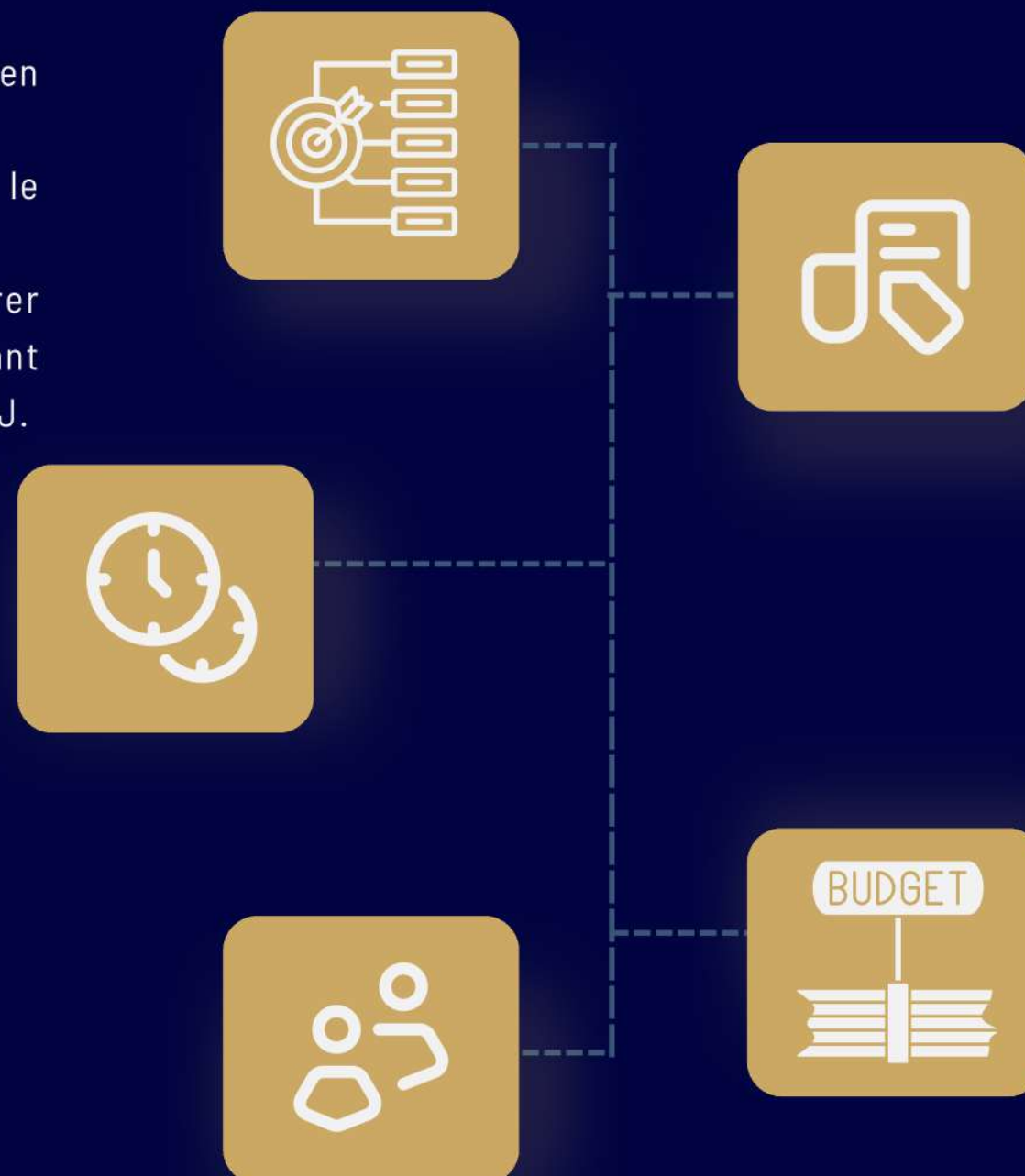
OBJECTIF

- Optimiser l'efficacité du système judiciaire géorgien en réduisant les arriérés et en raccourcissant les procédures.
- Optimisation de la qualité des services judiciaires par le dialogue entre les professionnels de la justice et le public.
- Accroître les références des juges à la médiation et améliorer la collecte de données sur les affaires de médiation en utilisant la boîte à outils de développement de la médiation de la CEPEJ.

MARS 2023 - FÉVRIER 2026

BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

- Les tribunaux de Géorgie,
- Conseil supérieur de la justice
- Haute École de Justice
- Inspecteur indépendant du Conseil supérieur de la justice
- Magistrats et personnel judiciaire
- Association des médiateurs



RÉSULTATS ATTENDUS

- Les tribunaux appliquent des normes et des outils de qualité et d'efficacité.
- L'amélioration de la prestation de services judiciaires efficaces et de qualité aux citoyens, tant au niveau national qu'au niveau des tribunaux, est renforcée.
- Le coaching judiciaire améliore la gestion des tribunaux et diffuse des mesures pratiques aux autres tribunaux.
- L'efficacité des tribunaux est améliorée grâce à une gestion renforcée.
- Le recours à la médiation est amélioré.

800 000 euros

SOUTIEN À LA MODERNISATION DE LA GESTION DES TRIBUNAUX EN GÉORGIE

POINTS CLÉS

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES
MÉDIATEURS À HARMONISER LA
COLLECTE DE DONNÉES SUR LA
MÉDIATION ET À ALIGNER LES
PRATIQUES NATIONALES SUR LES
OUTILS DE LA CEPEJ ET LES NORMES
INTERNATIONALES

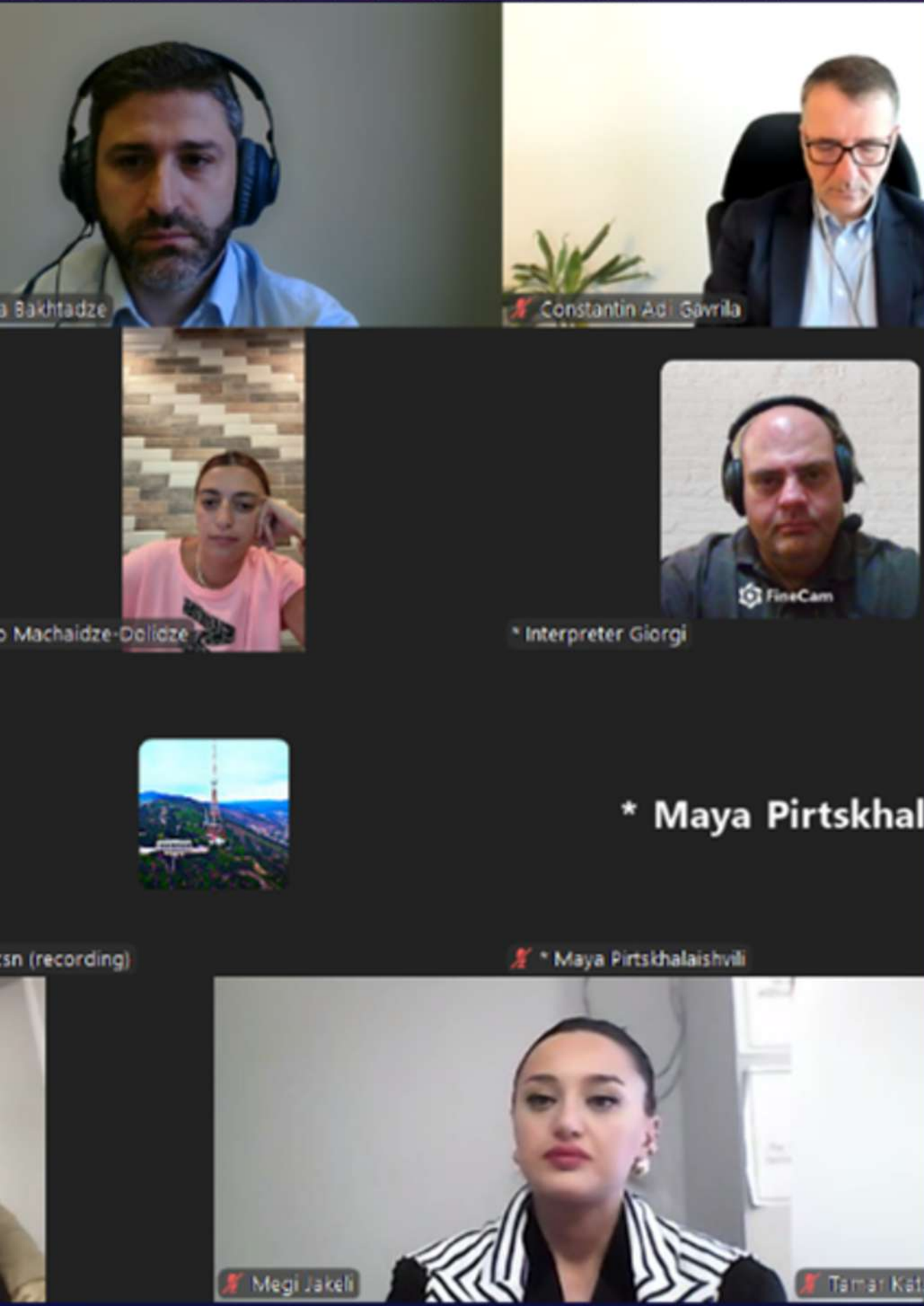


AMÉLIORATION DES CAPACITÉS
DES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ
CIVILE EN GÉORGIE POUR SUIVRE
LES PERFORMANCES
JUDICIAIRES À L'AIDE DES
INDICATEURS D'EFFICACITÉ ET DE
QUALITÉ DE LA CEPEJ



AMÉLIORATION DES CAPACITÉS DES PROFESSIONNELS DU
DROIT DE L'ASSOCIATION DU BARREAU GÉORGIEN À
ÉVALUER L'EFFICACITÉ JUDICIAIRE ET L'APPLICATION
PRATIQUE DES INDICATEURS DE LA CEPEJ

Partnership for Good Governance



SOUTIEN À LA MODERNISATION DE LA GESTION DES TRIBUNAUX EN GÉORGIE

ACTIVITÉS RÉALISÉES (JANVIER-JUIN 2025)

- Formation en ligne sur la collecte de données relatives à la médiation à l'intention de l'Association des médiateurs (avril 2025).
- Atelier, organisé en coopération avec le projet EaP Dashboard, pour les organisations de la société civile afin de les sensibiliser à l'efficacité judiciaire et aux statistiques, ainsi qu'à la méthodologie et aux outils pertinents de la CEPEJ (mai 2025).
- Formation, organisée en coopération avec le projet EaP Dashboard pour l'unité analytique du barreau géorgien sur la méthodologie et les outils de la CEPEJ en matière d'efficacité judiciaire (mai 2025).

Partnership for
Good Governance

APPUI À LA POURSUITE DE LA MODERNISATION DE LA GESTION DES TRIBUNAUX EN RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

[Page Web du projet](#)



Partnership for Good Governance

APPUI À LA POURSUITE DE LA MODERNISATION DE LA GESTION DES TRIBUNAUX EN RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

APERÇU

OBJECTIF

- Promouvoir la modernisation de l'administration judiciaire en améliorant l'évaluation, l'efficacité et la qualité du fonctionnement des tribunaux, notamment en renforçant la gestion des tribunaux, en évitant les arriérés judiciaires, en améliorant la transparence, la communication et l'accessibilité des tribunaux, ainsi que la confiance et la satisfaction du public, conformément aux normes européennes.

MARS 2023 – FÉVRIER 2026

BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

- Conseil Supérieur de la Justice
- Ministère de la Justice
- Agence de gestion des tribunaux
- l'Institut National de la Justice



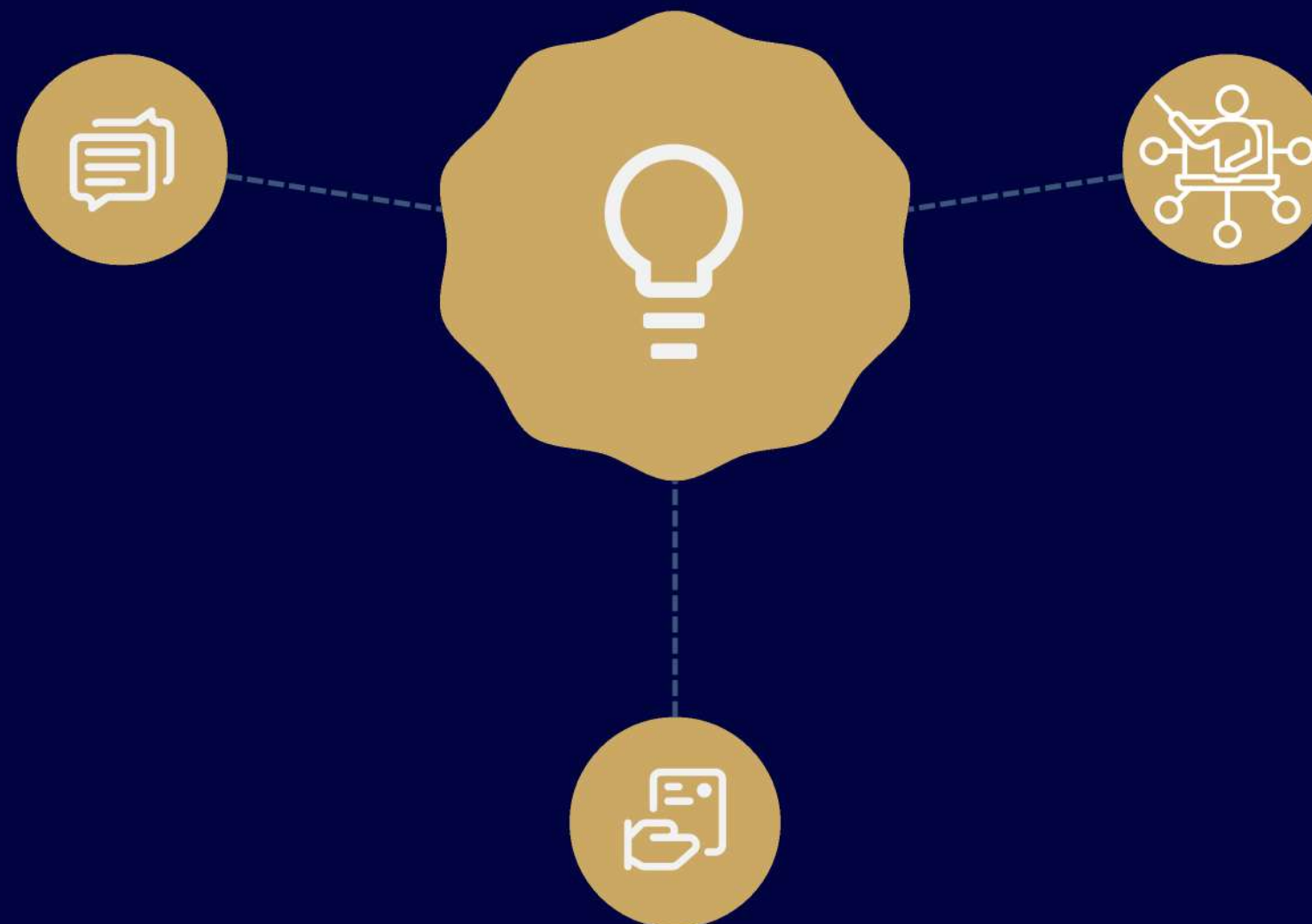
RÉSULTATS ATTENDUS

- Optimisation de l'évaluation et de l'efficacité des tribunaux par le renforcement de la gestion judiciaire.
- Amélioration des conditions de travail, de la transparence et de la communication au sein du pouvoir judiciaire.
- Amélioration de la qualité des services judiciaires grâce à une accessibilité accrue du pouvoir judiciaire et une satisfaction améliorée des usagers.

635 000 euros

POINTS CLÉS

LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA
MAGISTRATURE ET D'AUTRES
ACTEURS JUDICIAIRES CLÉS
POURSUIVENT L'ÉTUDE DES OUTILS
DE LA CEPEJ ET, AVEC LE SOUTIEN
DU PROJET, PRÉPARATION ET MISE
EN ŒUVRE DE POLITIQUES
MODERNES DE GESTION DES
TRIBUNAUX ET DE COMMUNICATION
JUDICIAIRE INSPIRÉES DES OUTILS
DE LA CEPEJ AVEC LE CSM ET
D'AUTRES ACTEURS JUDICIAIRES



RENFORCEMENT DE LA FORMATION SUR
LA GESTION DES TRIBUNAUX ET
NOUVEAUX SUPPORTS DE FORMATION
MIS À LA DISPOSITION DE LA
COMMUNAUTÉ JUDICIAIRE

SOUTIEN AU RENFORCEMENT DE LA
MÉDIATION EN RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

APPUI À LA POURSUITE DE LA MODERNISATION DE LA GESTION DES TRIBUNAUX EN RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

ACTIVITÉS RÉALISÉES (JANVIER-JUIN 2025)



- Deuxième mise à jour de JUSTAT AIS, la plateforme fournissant des données statistiques précieuses sur le système judiciaire du Moldova, avec un atelier visant à recueillir les retours des utilisateurs et à élaborer les termes de référence pour le développement du logiciel. Cette mise à jour devrait répondre aux changements dans la carte judiciaire nationale, inclure deux nouveaux tableaux de bord (sur l'organisation des tribunaux et sur leurs ressources humaines), et faciliter la mise en œuvre de l'outil de réduction de l'arriéré judiciaire pour les juridictions nationales.
- Traduction en roumain et mise à disposition en autoformation sur le site du programme HELP du cours HELP en ligne « Qualité de la justice : le travail de la CEPEJ » .
- Conférence internationale « Promouvoir la médiation par la coopération en République de Moldova, servant de plateforme de dialogue pour renforcer la communauté des médiateurs en Moldova et explorer les réformes législatives et institutionnelles en matière de médiation initiées par le ministère de la Justice de la République de Moldova (mai 2025)

GRÈCE

SOUTENIR LA RÉDUCTION DE L'ARRIÈRE JUDICIAIRE DANS LES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE D'ATHÈNES ET DE THESSALONIQUE

[Page web du projet](#)



SOUTENIR LA RÉDUCTION DE L'ARRIÉRÉ JUDICIAIRE DANS LES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE D'ATHÈNES ET DE THESSALONIQUE

APERÇU

OBJECTIF

- Soutenir les tribunaux de première instance d'Athènes et de Thessalonique dans leurs efforts de réduction de l'arriéré en s'appuyant sur les outils de la CEPEJ et notamment son outil de réduction de l'arriéré judiciaire

OCTOBRE 2024 – OCTOBRE 2026

BÉNÉFICIAIRES ET ACTEURS CONCERNÉS

- Ministère de la Justice
- Tribunal de première instance d'Athènes (magistrats et personnel judiciaire)
- Tribunal de première instance de Thessalonique (magistrats et personnel judiciaire)
- École nationale de la magistrature
- Avocats, médiateurs et professionnels du droit en général



RÉSULTATS ATTENDUS

- Évaluation des causes profondes des retards dans le traitement par les tribunaux des affaires civiles, au niveau de l'organisation, du cadre juridique, des procédures ou des ressources humaines disponibles. Recommandations (comprenant un diagnostic, une évaluation des besoins et des recommandations).
- Élaboration de plans d'action visant à réduire l'arriéré judiciaire, en étroite collaboration avec les deux tribunaux.
- Des mesures de renforcement des capacités pour les juges et le personnel des tribunaux assureront la mise en œuvre des mesures préconisées.

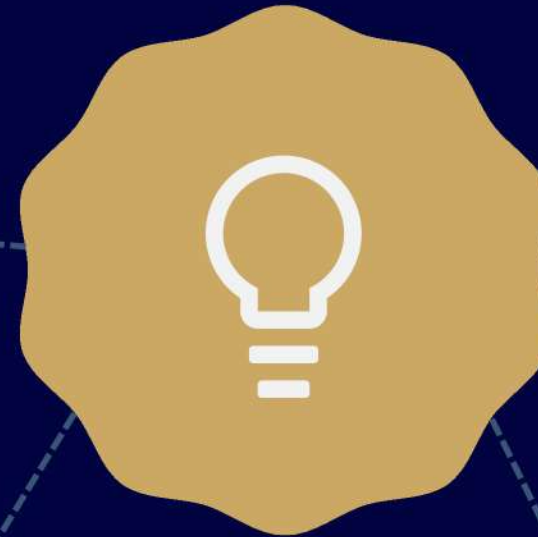
747 126 euros

SOUTENIR LA RÉDUCTION DE L'ARRIÉRÉ JUDICIAIRE DANS LES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE D'ATHÈNES ET DE THESSALONIQUE

POINTS CLÉS



**PROJET DE RAPPORT DE DIAGNOSTIC –
CARTOGRAPHIE DE LA SITUATION
ACTUELLE DANS LES TRIBUNAUX DE
PREMIÈRE INSTANCE D'ATHÈNES ET DE
THESSALONIQUE FINALISÉ**



**MEILLEURE CONNAISSANCE ET
COMPRÉHENSION DE LA MÉTHODOLOGIE
DE LA CEPEJ ET DE L'APPROCHE DU
PROJET POUR RÉDUIRE L'ARRIÉRÉ
JUDICIAIRE**



**PROJET DE RAPPORT COMPRENANT UNE
ÉVALUATION DES BESOINS (EN TERMES
D'ORGANISATION ET DE
FONCTIONNEMENT) ET UNE ANALYSE
SWOT DE LA SITUATION FUTURE FINALISÉ**



PROJET DE RECOMMANDATIONS FINALISÉ

SOUTENIR LA RÉDUCTION DE L'ARRIÉRÉ JUDICIAIRE DANS LES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE D'ATHÈNES ET DE THESSALONIQUE

ACTIVITÉS RÉALISÉES (JANVIER-JUIN 2025)



- Deuxième mission d'enquête d'experts visant à approfondir l'analyse du fonctionnement des tribunaux de première instance d'Athènes et de Thessalonique, en mettant particulièrement l'accent sur les défis liés à la gestion des affaires civiles et à la réduction de l'arriéré judiciaire. Outre des rencontres avec les présidents, les juges et le personnel judiciaire et la visite des locaux des tribunaux concernés, des réunions avec les principales parties prenantes ont eu lieu (janvier).
- Ateliers dans les deux tribunaux pilotes afin de cartographier neuf des processus opérationnels sélectionnés (février et mars).
- Atelier en ligne à l'intention des représentants des tribunaux pilotes et du service statistique du ministère de la Justice afin de discuter de la méthodologie de la CEPEJ pour la collecte de données (février).
- Ateliers en ligne pour discuter des conclusions préliminaires du rapport de diagnostic (avril).
- Événement de sensibilisation afin de promouvoir des approches pratiques efficaces pour réduire l'arriéré judiciaire dans les tribunaux de première instance d'Athènes et de Thessalonique auprès des présidents, des juges et des greffiers de ces deux tribunaux, des représentants des cours d'appel des deux juridictions concernées et de la Cour suprême, des professionnels du droit, notamment des avocats et des médiateurs, et du ministère de la Justice (mai).
- Ateliers afin de présenter et de discuter avec les juges et le personnel des tribunaux pilotes les premières conclusions de la phase de diagnostic et présenter une sélection de bonnes pratiques, afin de poser les bases de l'élaboration de plans d'action spécifiques visant à réduire l'arriéré judiciaire (mai).
- Finalisation des projets de Rapport diagnostic sur les causes profondes de l'arriéré judiciaire dans les affaires civiles devant les tribunaux de première instance d'Athènes et de Thessalonique, de Rapport d'évaluation des besoins assorti d'une analyse AFOM (atouts, faiblesses, opportunités et menaces) et des Recommandations (mai).

VERS UNE JUSTICE PLUS PROTECTRICE, ACCESSIBLE ET EFFICACE AU MAROC (MA-JUST)

[Page web du projet](#)



VERS UNE JUSTICE PLUS PROTECTRICE, ACCESSIBLE ET EFFICACE AU MAROC (MA-JUST)

APERÇU

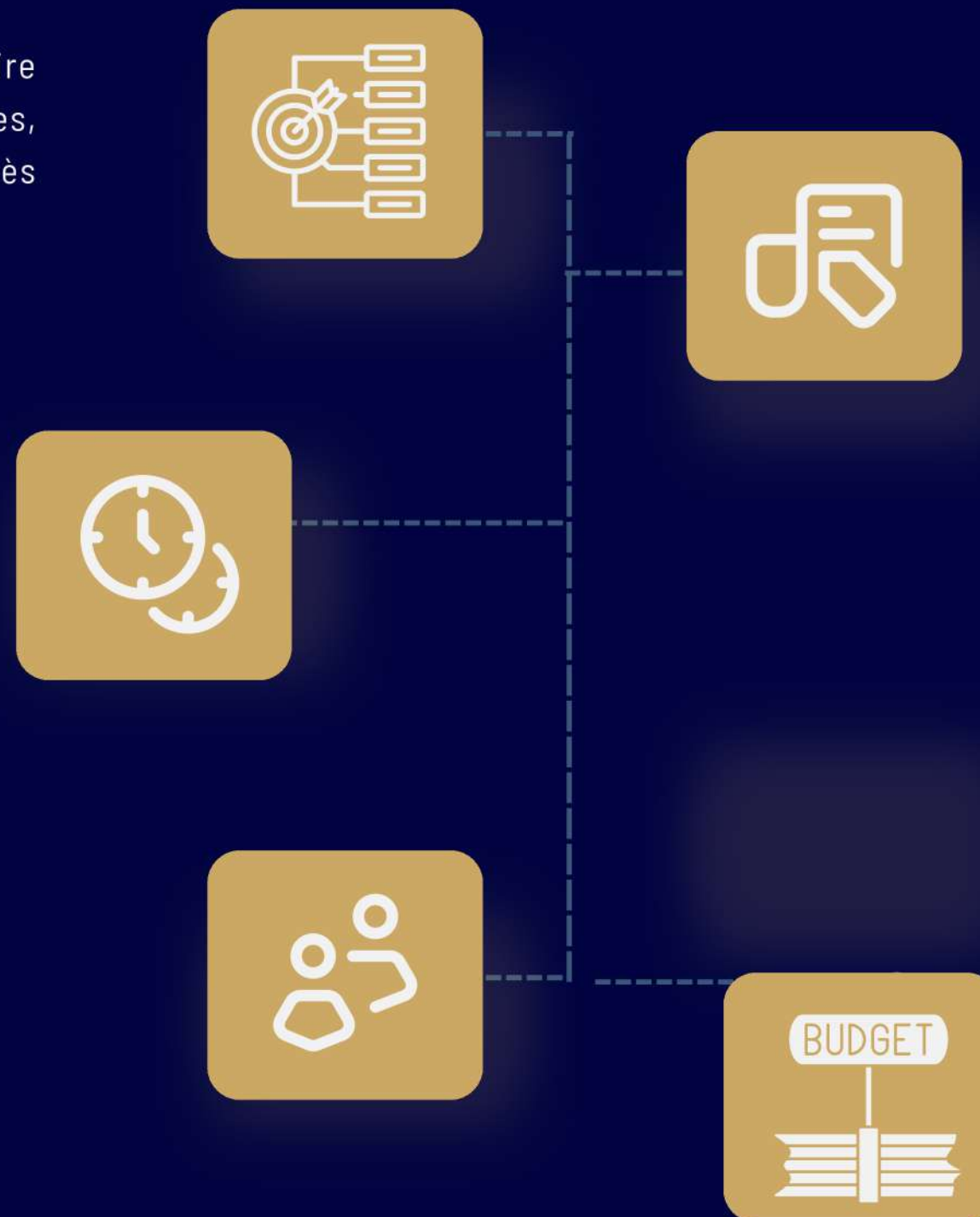
OBJECTIF

- Renforcer l'État de droit en améliorant un système judiciaire accessible et efficace, conforme aux normes internationales, en renforçant et en élargissant la protection judiciaire, l'accès à la justice et en améliorant l'efficacité de la justice.

Juin 2024 – Septembre 2027

BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

- Conseil Supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ)
- Présidence du Ministère Public (PMP)
- Ministère de la Justice
- Institut Supérieur de la Magistrature
- Magistrats, avocats, société civile, usagers



RÉSULTATS ATTENDUS

- L'amélioration de l'accès à la justice civile et pénale est garantie à toutes les personnes résidant au Maroc, sans aucune forme de discrimination.
- Les mécanismes alternatifs de résolution des litiges contribuent à améliorer l'accès à la justice.
- Une meilleure supervision des tribunaux permet d'identifier et de rectifier les dysfonctionnements judiciaires.
- Les relations entre le ministère de la Justice, le CSPJ et la PMP sont renforcées pour toutes les questions liées à l'administration judiciaire, dans le respect de la séparation des pouvoirs.
- Les tribunaux et les services judiciaires sont administrés de façon moderne, en particulier grâce à la justice numérique.
- Les compétences améliorées des principaux auxiliaires de justice contribuent à une plus grande efficacité du processus judiciaire.
- Les experts analysent la situation actuelle et proposent des recommandations pour de nouvelles améliorations dans le domaine de la médiation.

1 850 000 euros

VERS UNE JUSTICE PLUS PROTECTRICE, ACCESSIBLE ET EFFICACE AU MAROC (MA-JUST)

POINTS CLÉS

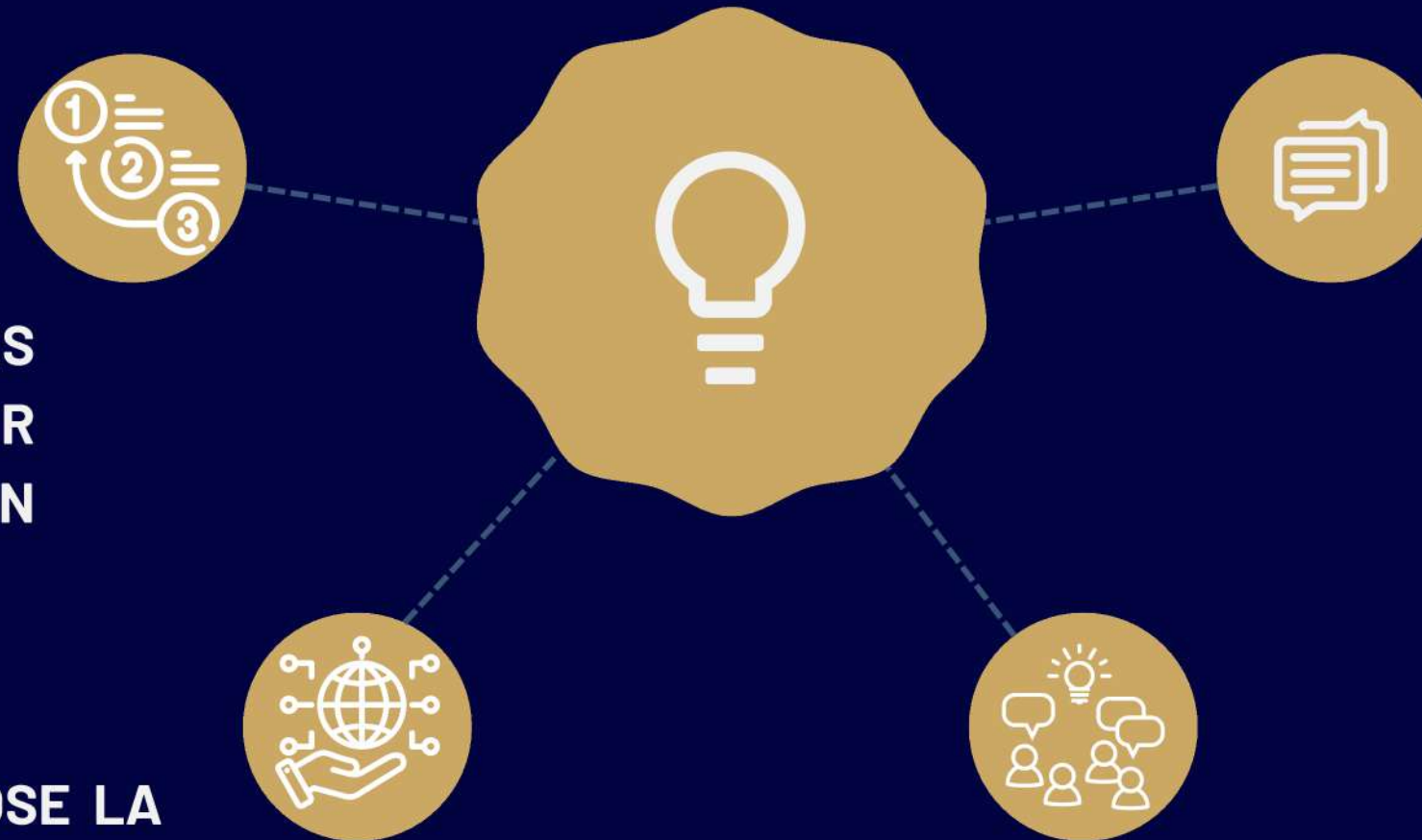
Co-funded
by the European Union



Co-funded and implemented
by the Council of Europe

IDENTIFICATION DES PRIORITÉS ET DES AXES DE COOPÉRATION POUR SOUTENIR LES DÉMARCHES DE MODERNISATION DANS LES TRIBUNAUX PILOTES

IDENTIFICATION DES DÉFIS QUE POSE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE POUR LES AVOCATS, TOUT EN DÉFINISSANT LES CONDITIONS PRÉALABLES À UNE TRANSITION EFFECTIVE, INCLUSIVE ET SÉCURISÉE



DIALOGUE AVEC L'ORDRE NATIONAL DES HUISSIERS DE JUSTICE DU MAROC EN SOUTIEN AUX EFFORTS VISANT À RÉSOUDRE LE PROBLÈME DE L'INEXÉCUTION DES DÉCISIONS DE JUSTICE

ATELIER SUR LES MODALITÉS D'UNE GESTION OPTIMISÉE DES CHARGES DE TRAVAIL ET D'UNE AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE DES JURIDICTIONS PAR UNE RÉPARTITION EFFICACE DES AFFAIRES EN TENANT COMPTE DE LA COMPLEXITÉ DES DOSSIERS, DE LA SPÉCIALISATION DES MAGISTRATS ET DES EXIGENCES D'IMPARTIALITÉ



VERS UNE JUSTICE PLUS PROTECTRICE, ACCESSIBLE ET EFFICACE AU MAROC (MA-JUST)

ACTIVITÉS RÉALISÉES (JANVIER-JUIN 2025)

- Visite de trois juridictions pilotes : le Tribunal administratif de Casablanca, le Tribunal de première instance de Rabat et la Cour d'appel de Rabat. Rencontres avec les juges et le personnel judiciaire afin d'identifier les priorités de chaque juridiction en matière de fonctionnement interne, de gestion et de relations avec les usagers. Les échanges ont aussi permis d'explorer les possibilités de coopération en vue de soutenir la modernisation et le renforcement des capacités des magistrats, greffiers et agents administratifs, notamment en ce qui concerne les statistiques judiciaires, la gestion des tribunaux, les procédures de notification et la numérisation (janvier).
- Table ronde à Rabat sur le thème « La profession d'avocat et les procédures numériques : éclairages des expériences européennes », en partenariat avec l'Ordre des avocats du Maroc. Les défis techniques et juridiques liés à la dématérialisation des procédures, en mettant l'accent sur la cybersécurité et la nécessité de former les parties prenantes afin d'assurer une mise en œuvre efficace des nouveaux outils numériques dans les procédures judiciaires ont été abordés (mars).
- Table ronde « Répartition des affaires au sein des juridictions : enjeux et bonnes pratiques » avec des acteurs et responsables judiciaires marocains pour aborder les défis liés notamment à la prise en compte de la complexité des affaires, la spécialisation des magistrats, la gestion des urgences, le respect du principe d'impartialité, ainsi que l'utilisation partagée des nouvelles technologies. L'objectif étant d'optimiser la charge de travail des juges et d'améliorer les performances des juridictions, tout en reconnaissant leurs compétences, en respectant leur indépendance et leur expertise, et en préservant leur bien-être (avril).
- Participation de représentants des huissiers marocains à la conférence internationale « Mieux exécuter les décisions judiciaires nationales : une exigence pour les droits de l'homme et l'État de droit » et atelier avec l'Ordre national des huissiers de justice du Maroc afin d'analyser les défis persistants liés à la notification et à la signification des actes judiciaires au Maroc. Cette session a permis d'aborder les dernières évolutions du projet de loi encadrant la profession d'huissier de justice, ainsi que les difficultés rencontrées dans les procédures de notification, l'intégration des nouvelles technologies, et le besoin de programmes de renforcement des capacités et de formation (mars et avril).

PROCUREUR GÉNÉRAL ET AVOCAT D'ÉTAT À MALTE – MISE EN OEUVRE DE PLANS D'ACTION POUR LA RÉORGANISATION DES BUREAUX

Le projet est exécuté par l'Unité de Solutions innovantes pour les droits de l'homme et la justice du Département pour la mise en œuvre des normes en matière de droits de l'homme, de justice et de coopération juridique, avec le soutien du Secrétariat de la CEPEJ sur des activités spécifiques.

[Lien vers la page du projet](#)



PROCUREUR GÉNÉRAL ET AVOCAT D'ÉTAT À MALTE - MISE EN OEUVRE DE PLANS D'ACTION POUR LA RÉORGANISATION DES BUREAUX

APERÇU

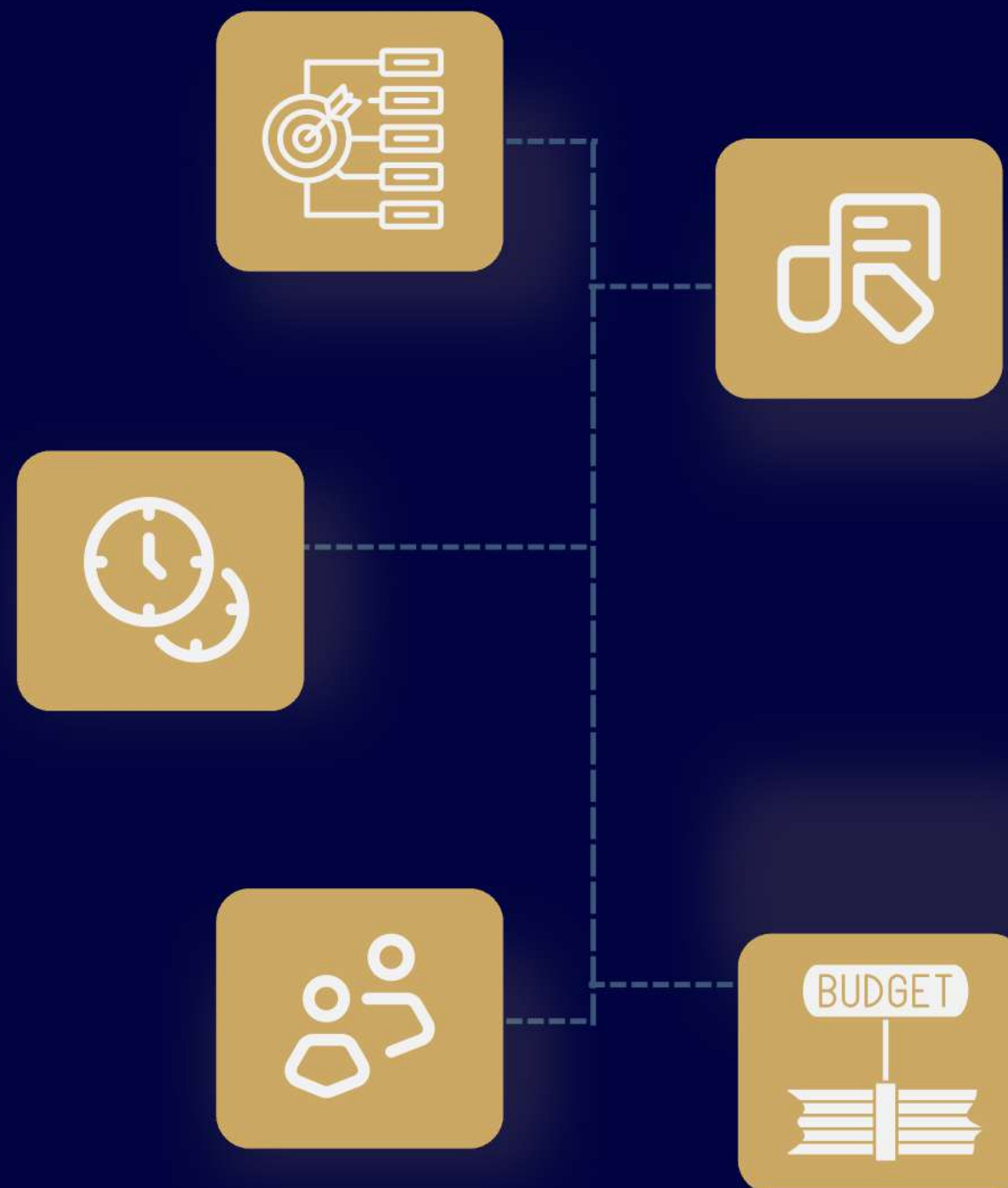
OBJECTIFS

- Garantir leur pleine autonomie opérationnelle
- Accroître la confiance du public
- Amélioration de leur responsabilité et transparence

NOVEMBRE 2023 - OCTOBRE 2025

BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

- Avocat d'Etat
- Procureur général
- Ministère de la Justice



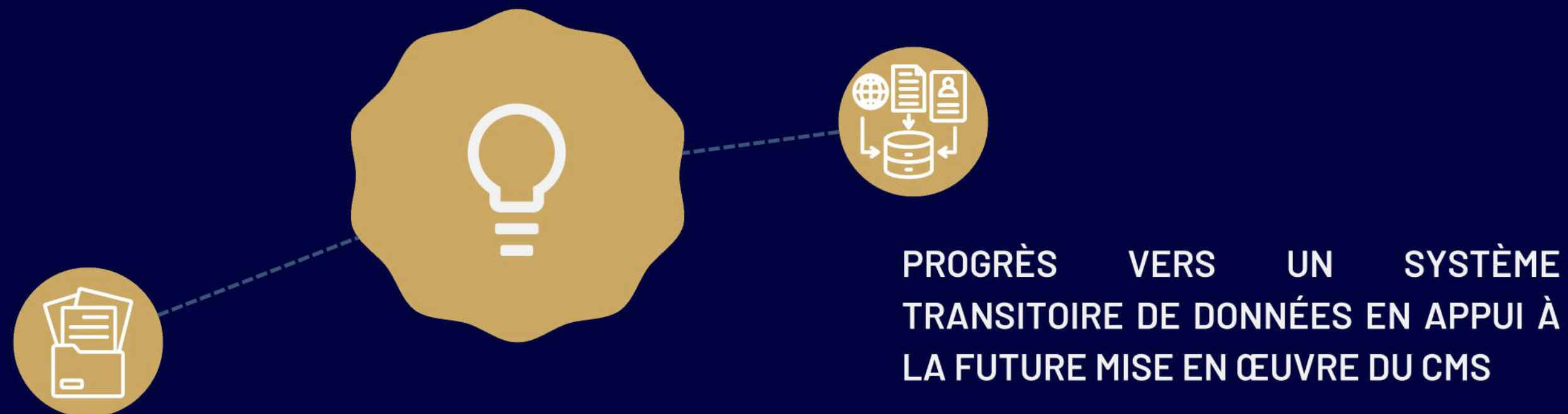
RÉSULTATS ATTENDUS

- Mise en place de stratégies internes et intégration de nouveaux outils pour la réorganisation institutionnelle et administrative des deux bureaux.
- Mise en place de stratégies de communication pour les bureaux du procureur général et de l'Avocat d'Etat afin d'améliorer la confiance et la transparence du public.
- Amélioration de la capacité des bureaux du procureur général et de l'Avocat d'Etat à fournir un développement professionnel continu à leurs agents.
- Un nouveau système informatique est conçu et approuvé pour soutenir les opérations des bureaux du procureur général et de l'Avocat d'Etat.

95 880 EUR (ACTIVITÉS DE LA CEPEJ)

PROCUREUR GÉNÉRAL ET AVOCAT D'ÉTAT À MALTE - MISE EN ŒUVRE DE PLANS D'ACTION POUR LA RÉORGANISATION DES BUREAUX

POINTS CLÉS



**RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DE
COLLECTE DE DONNÉES ET DE GESTION DE
LA CHARGE DE TRAVAIL DU BUREAU DU
PROCUREUR GÉNÉRAL**

PROCUREUR GÉNÉRAL ET AVOCAT D'ÉTAT À MALTE - MISE EN OEUVRE DE PLANS D'ACTION POUR LA RÉORGANISATION DES BUREAUX

ACTIVITÉS RÉALISÉES (JANVIER-JUIN 2025)

- Série de réunions du groupe de travail du bureau du Procureur général sur l'amélioration des procédures internes.
- Élaboration d'un tableau de bord dynamique sous Excel pour une collecte de données optimisée et développement de formulaires numériques pour les procureurs.
- Finalisation d'une évaluation de la charge de travail du personnel et rédaction d'un acte interne définissant les critères d'allocation des décisions de poursuite.



ACTIVITÉ DE SOUTIEN SPÉCIFIQUE EN **UKRAINE** - ÉVALUATION ET DIAGNOSTIC DÉTAILLÉS DE LA SITUATION ACTUELLE DU SYSTÈME JUDICIAIRE UKRAINIEN



ÉVALUATION ET DIAGNOSTIC DÉTAILLÉS DE LA SITUATION ACTUELLE DU SYSTÈME JUDICIAIRE UKRAINIEN

APERÇU

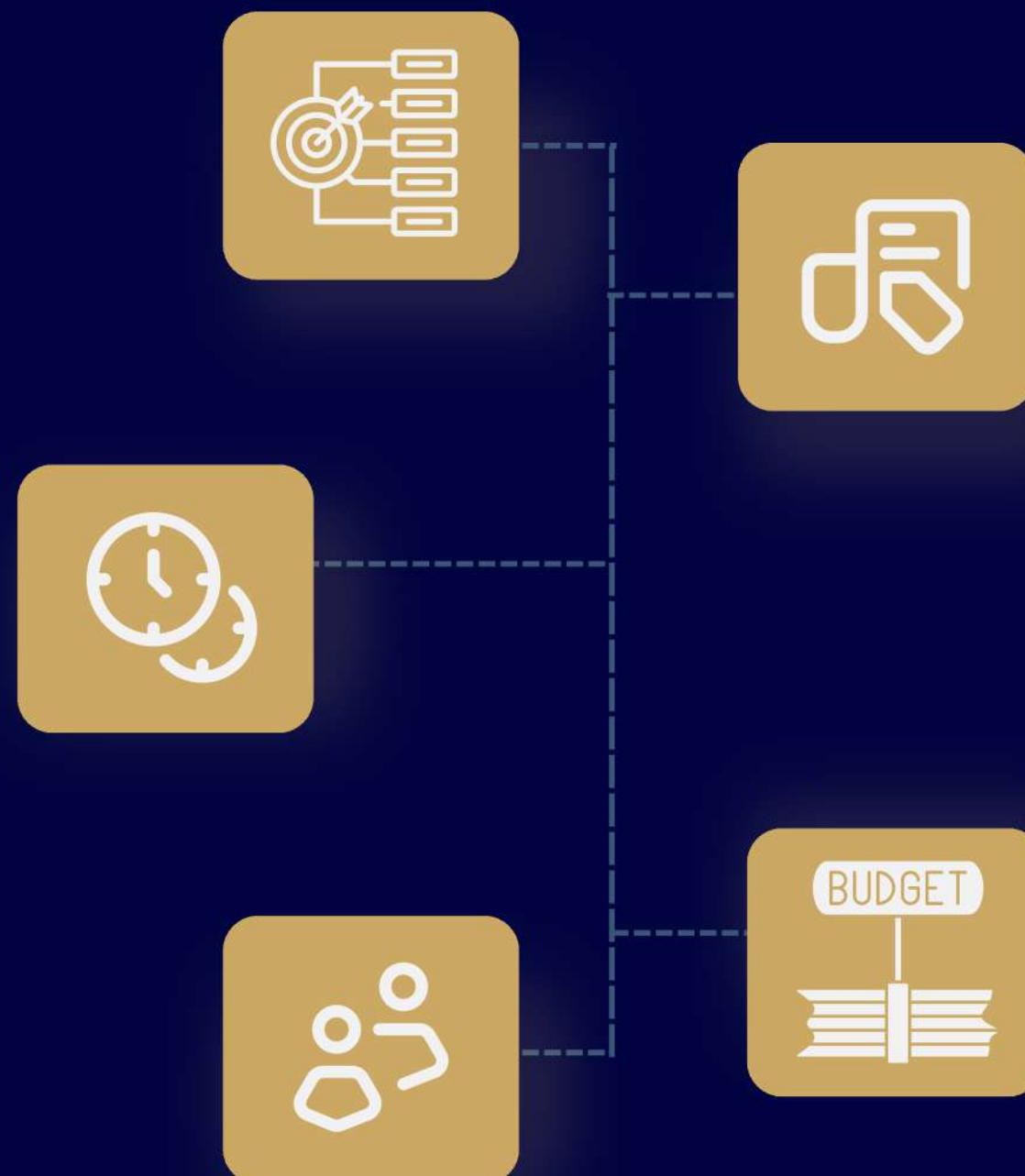
OBJECTIF

- Fournir un soutien pour assurer le bon fonctionnement des tribunaux avec les ressources disponibles suite à l'invasion russe

SEPTEMBRE 2024 – FÉVRIER 2025

BÉNÉFICIAIRES ET ACTEURS CONCERNÉS

- Conseil supérieur de la justice
- Cour suprême de justice
- Tribunaux pilotes



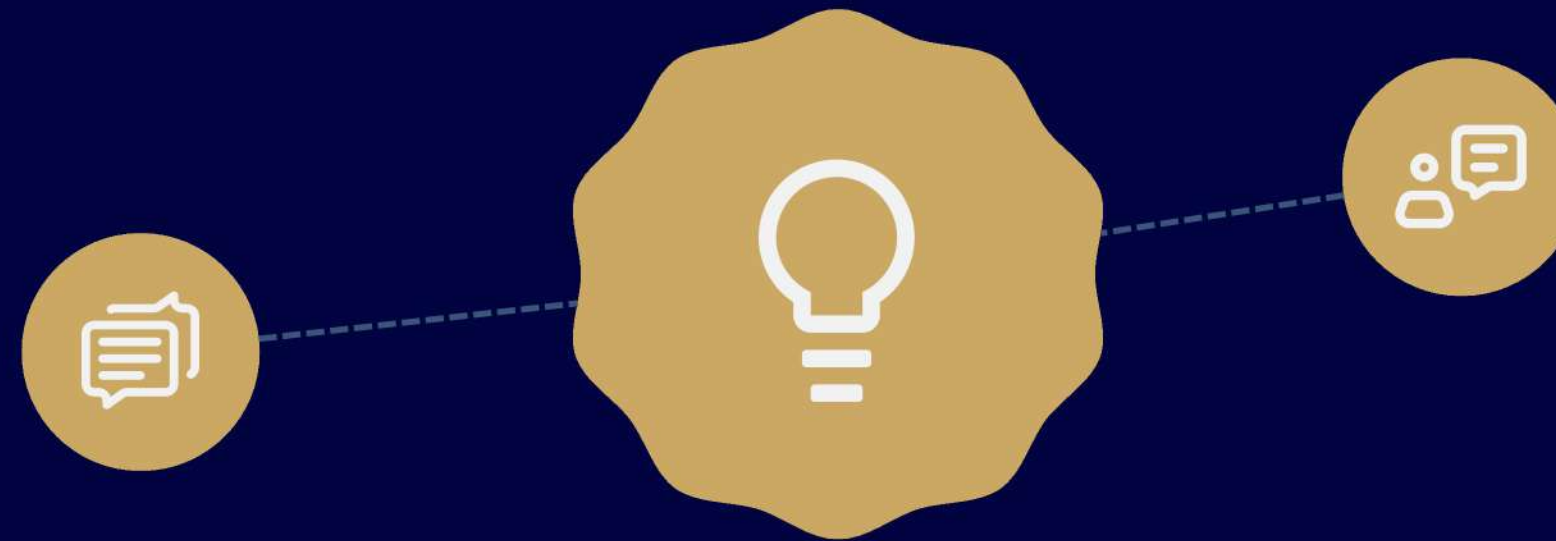
RÉSULTATS ATTENDUS

- Évaluation des performances et recommandations du système judiciaire ukrainien, en particulier en ce qui concerne son efficacité et sa qualité.
- Évaluation et diagnostic approfondis au sein des tribunaux pilotes accompagnés de recommandations.

50 000 euros

ÉVALUATION ET DIAGNOSTIC DÉTAILLÉS DE LA SITUATION ACTUELLE DU SYSTÈME JUDICIAIRE UKRAINIEN

POINTS CLÉS



**FINALISATION DE L'ÉVALUATION ET DU
DIAGNOSTIC VISANT À AMÉLIORER
L'EFFICACITÉ ET LA QUALITÉ DU SYSTÈME
JUDICIAIRE EN UKRAINE DANS LES
CIRCONSTANCES PARTICULIÈRES
ACTUELLES ET DANS UNE PERSPECTIVE À
PLUS LONG TERME**

**PREMIÈRE SESSION DE COURT
COACHING ORGANISÉE AVEC LES
TRIBUNAUX PILOTES**

PROJETS REGIONAUX MIS EN ŒUVRE PAR LA CEPEJ

- ✓ **RÉGIONS DES BALKANS OCCIDENTAUX (FACILITÉ HORIZONTALE III UE/COE)**
TABLEAU DE BORD DES BALKANS OCCIDENTAUX
- ✓ **RÉGION DU PARTENARIAT ORIENTAL**
TABLEAU DE BORD DU PARTENARIAT ORIENTAL
- ✓ **RÉGION SUD-MÉDITERRANÉENNE**
PROGRAMME SUD V





HORIZONTAL FACILITY
FOR THE WESTERN
BALKANS AND TÜRKIYE

TABLEAU DE BORD DES BALKANS OCCIDENTAUX

(ALBANIE, BOSNIE-HERZÉGOVINE,
KOSOVO*, MONTÉNÉGRO, MACÉDOINE
DU NORD, SERBIE)

[Page Web du projet](#)



TABLEAU DE BORD DES BALKANS OCCIDENTAUX

APERÇU

OBJECTIF

- Aider les bénéficiaires à finaliser leurs réformes judiciaires et à préparer leurs futures politiques et budgets en se basant sur les conclusions de la CEPEJ, en améliorant la mesure des résultats de leurs réformes judiciaires.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Assister les bénéficiaires dans le renforcement de leurs mécanismes de collecte, de traitement et d'analyse des données judiciaires conformément aux normes et outils de la CEPEJ.
- Permettre aux bénéficiaires de renforcer leurs capacités à identifier les forces et les faiblesses de leur système judiciaire, évaluer les résultats des réformes judiciaires et élaborer des politiques pertinentes pour l'avenir.

Janvier 2023 – Décembre 2026

BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

- Ministères de la Justice et/ou autres institutions compétentes comme les Conseils supérieurs de la magistrature (notamment leurs services statistiques) ; tribunaux et usagers du système judiciaire

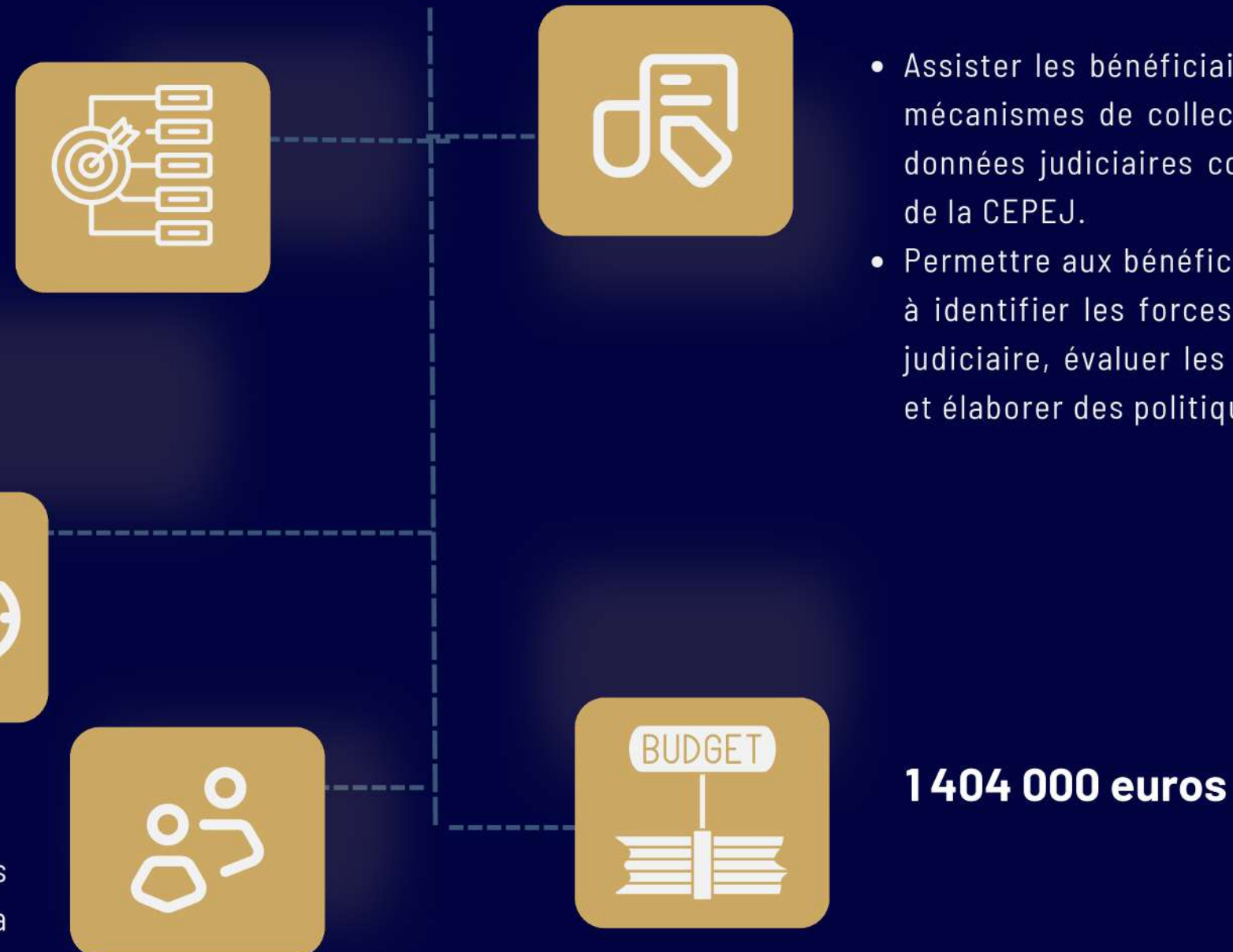


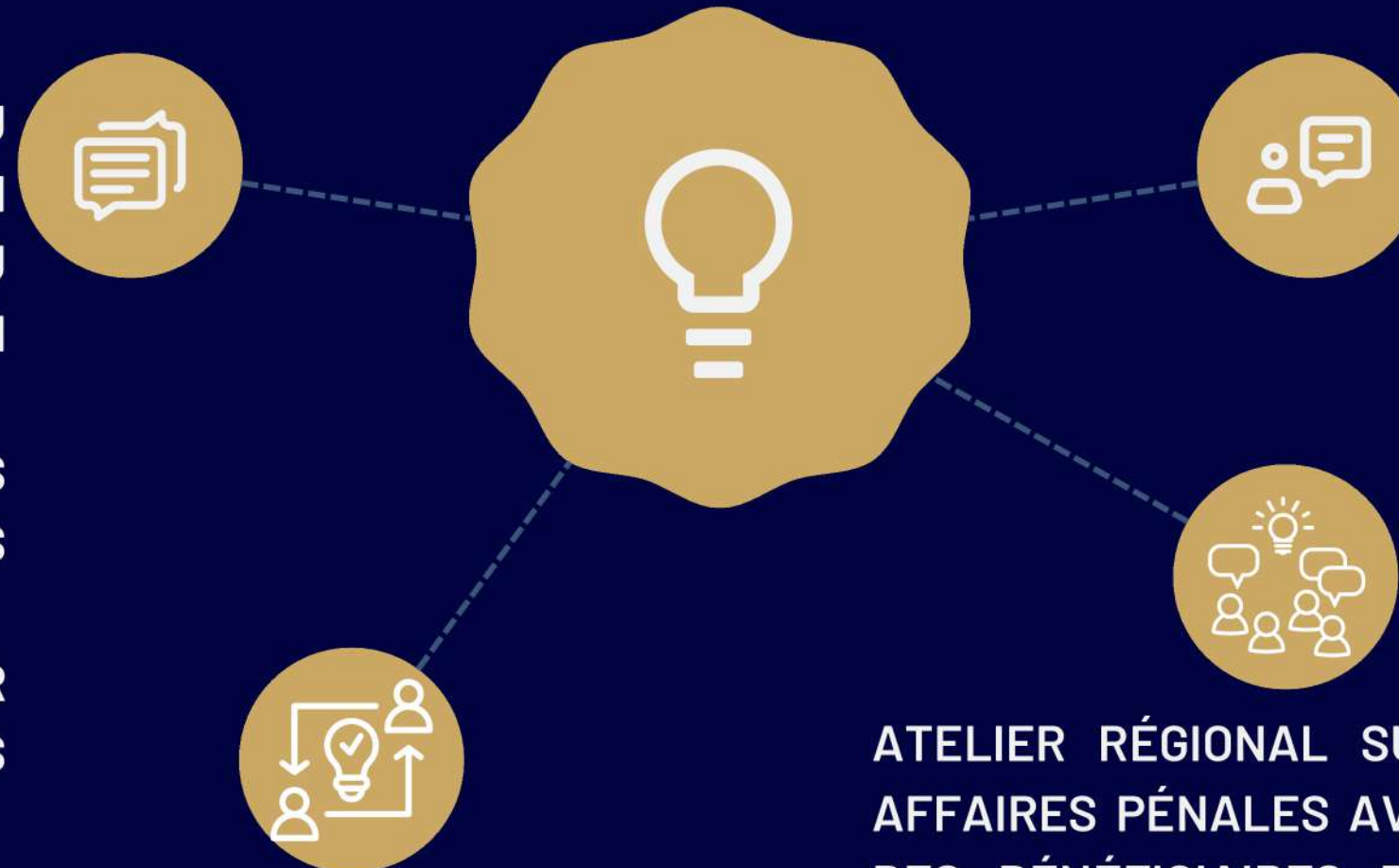
TABLEAU DE BORD DES BALKANS OCCIDENTAUX

POINTS CLÉS

CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DANS LE CADRE DU SIXIÈME CYCLE DE COLLECTE DE DONNÉES EN COURS, EN VUE DE LA SOUMISSION DU RAPPORT 2024 À LA COMMISSION EUROPÉENNE, COMME SUIVIT :

- TABLEAUX COMPARATIFS POUR TOUS LES BÉNÉFICIAIRES DES BALKANS OCCIDENTAUX D'ICI LE 31 MAI 2025 ;
- PROFILS DES BÉNÉFICIAIRES POUR CHAQUE PAYS DES BALKANS OCCIDENTAUX D'ICI LE 30 JUIN 2025.

ACTIVITÉ DE SOUTIEN SPÉCIFIQUE EN SERBIE, OÙ UN EXPERT A AIDÉ LE CORRESPONDANT BÉNÉFICIAIRE À COLLECTER DES DONNÉES RELATIVES AU BUDGET DU SYSTÈME JUDICIAIRE



SOUTIEN À LA COLLECTE DE DONNÉES - FOURNI PAR LE SECRÉTARIAT AU COURS DU SIXIÈME CYCLE, CONFORMÉMENT AUX DEMANDES DES BÉNÉFICIAIRES

ATELIER RÉGIONAL SUR LES DONNÉES RELATIVES AU FLUX DES AFFAIRES PÉNALES AVEC LA PARTICIPATION DES CORRESPONDANTS DES BÉNÉFICIAIRES ET DES REPRÉSENTANTS DES SERVICES DE POURSUITE DES BALKANS OCCIDENTAUX ET DU PARTENARIAT ORIENTAL

MISSION CONJOINTE À TIRANA EN COOPÉRATION AVEC LE PROJET SEJ IV, AU COURS DE LAQUELLE LES RÉSULTATS DE LA COLLECTE DE DONNÉES ONT ÉTÉ PRÉSENTÉS ET DES RÉUNIONS ONT ÉTÉ ORGANISÉES AVEC LES DIFFÉRENTES INSTITUTIONS IMPLIQUÉES DANS LE PROCESSUS

TABEAU DE BORD DU PARTENARIAT ORIENTAL

(ARMÉNIE, AZERBAÏDJAN, GÉORGIE,
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA, UKRAINE)

Page Web du projet



TABLEAU DE BORD DU PARTENARIAT ORIENTAL

APERÇU

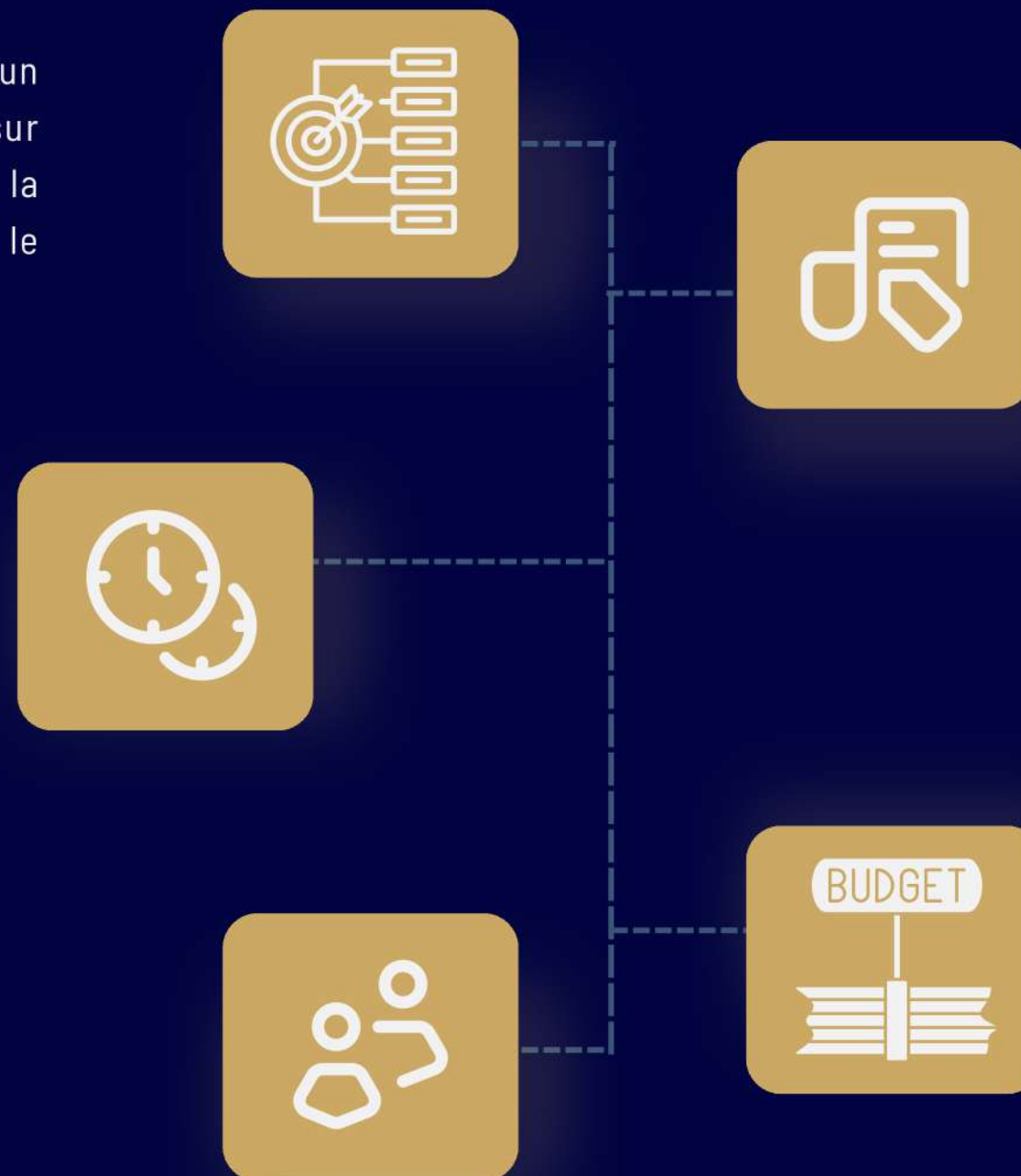
OBJECTIFS

- Soutenir les bénéficiaires dans leurs efforts pour atteindre un suivi et une évaluation efficaces, systématiques et basés sur des données sur la qualité, l'efficacité, l'indépendance et la responsabilité de leurs systèmes judiciaires, y compris le ministère public.

Janvier 2021 – Juillet 2025

BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

- Ministères de la Justice et/ou autres institutions compétentes comme les Conseils supérieurs de la magistrature (notamment leurs services statistiques) ; tribunaux et usagers du système judiciaire



RÉSULTATS ATTENDUS

- Assister les pays du Partenariat oriental dans l'identification des lacunes de leurs mécanismes de collecte de données judiciaires et proposer des mesures pour les améliorer.
- Augmenter l'utilisation de compétences nouvelles pour améliorer le mécanisme de collecte, de traitement et d'analyse des données judiciaires selon les standards et outils de la CEPEJ dans les pays du Partenariat oriental.
- Améliorer la capacité des pays du Partenariat oriental à identifier et à tenir compte des forces et des faiblesses de leur système judiciaire, ainsi que des résultats des réformes judiciaires.

2 223 000 euros

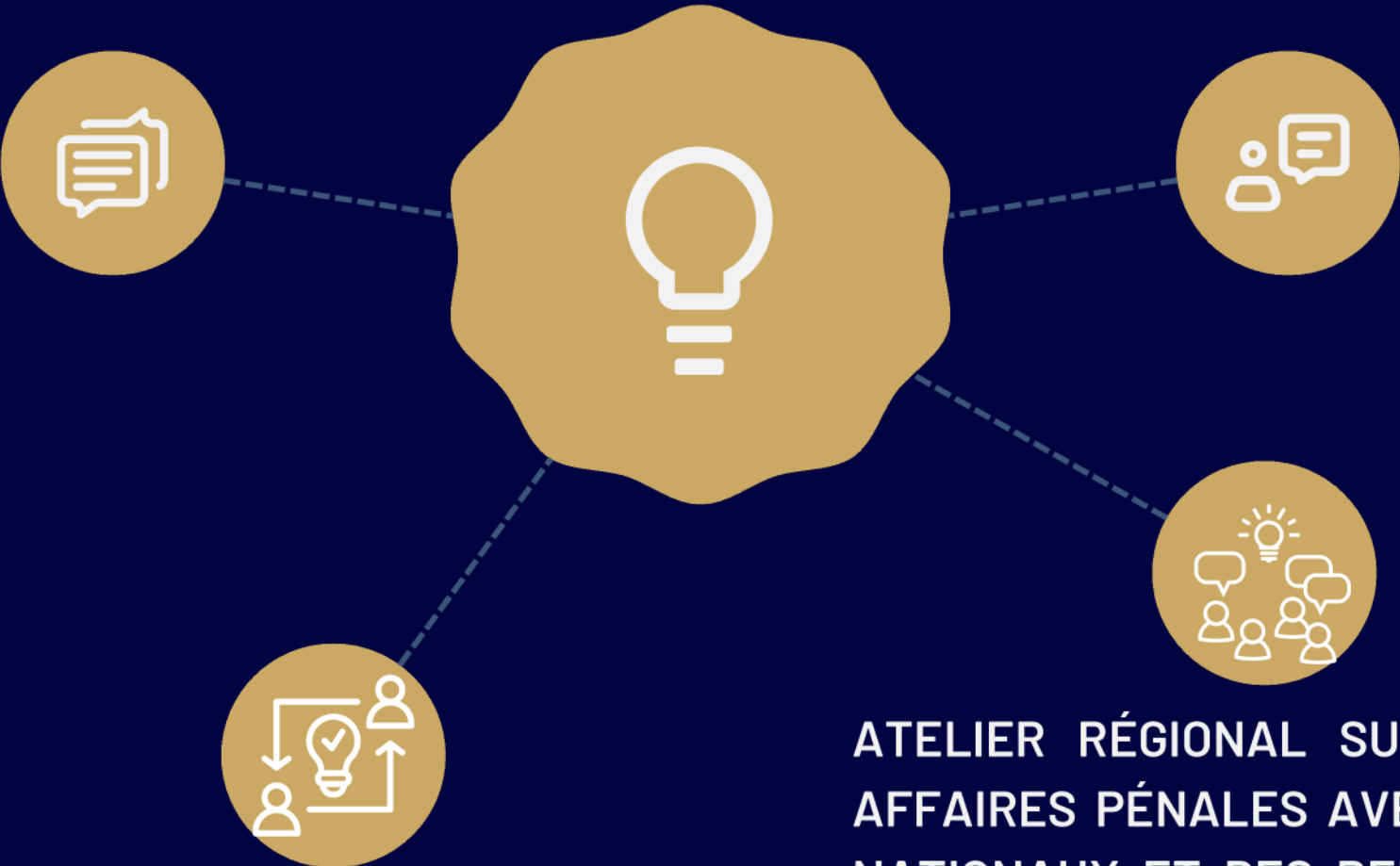
TABLEAU DE BORD DU PARTENARIAT ORIENTAL

POINTS CLÉS

CONTRÔLE QUALITÉ DANS LE CADRE DU 4E CYCLE DE COLLECTE DE DONNÉES EN COURS, EN VUE DE LA SOUMISSION DU RAPPORT À LA CE AVEC LES DONNÉES 2024 COMME SUIVANT :

- **TABLEAUX COMPARATIFS POUR TOUS LES PAYS DU PARTENARIAT ORIENTAL D'ICI LE 1ER JUIN 2025 ;**
- **PROFILS NATIONAUX POUR CHAQUE PAYS DU PARTENARIAT ORIENTAL ET VERSION CONDENSÉE DE L'ANALYSE D'ICI LE 30 JUIN 2025.**

DEPUIS LE DÉBUT DE L'ACTION, 38 SESSIONS DE COACHING À L'INTENTION DES CORRESPONDANTS NATIONAUX ET DE LEURS HOMOLOGUES DES AUTORITÉS CHARGÉES DE LA COLLECTE DE DONNÉES ; 172 REPRÉSENTANTS DES INSTITUTIONS CONCERNÉES PAR LA COLLECTE DE DONNÉES ONT PARTICIPÉ À DES FORMATIONS ET À DES SESSIONS DE COACHING DISPENSÉS PAR LA CEPEJ ; 332 REPRÉSENTANTS DES AUTORITÉS JUDICIAIRES DE LA RÉGION ONT PARTICIPÉ À DES ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION AUX RÉSULTATS DU TABLEAU DE BORD



SOUTIEN À LA COLLECTE DE DONNÉES - FOURNI PAR LE SECRÉTARIAT AU COURS DU 4E CYCLE DE COLLECTE DE DONNÉES, SELON LES BESOINS DES PAYS

ATELIER RÉGIONAL SUR LES DONNÉES RELATIVES AU FLUX DES AFFAIRES PÉNALES AVEC LA PARTICIPATION DES CORRESPONDANTS NATIONAUX ET DES REPRÉSENTANTS DES SERVICES DE POURSUITE DES PAYS DU PARTENARIAT ORIENTAL.

ATELIERS CONJOINTS AVEC LE PROJET PGG III SUR LE SOUTIEN À LA MODERNISATION DE LA GESTION DES TRIBUNAUX EN GÉORGIE À L'INTENTION DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DU BARREAU AFIN DE RENFORCER LEURS CAPACITÉS EN MATIÈRE DE COLLECTE ET D'ANALYSE DE DONNÉES, AINSI QUE POUR AMÉLIORER LA VISIBILITÉ DU TABLEAU DE BORD DU PARTENARIAT ORIENTAL

PROTÉGER LES DROITS DE L'HOMME, L'ÉTAT DE DROIT ET LA DÉMOCRATIE GRÂCE À DES STANDARDS COMMUNS DANS LE SUD DE LA MÉDITERRANÉE

[Page Web du projet](#)

Co-funded
by the European Union



Co-funded and implemented
by the Council of Europe

South Programme V

Human rights

Rule of law

Democracy



PROTÉGER LES DROITS DE L'HOMME, L'ÉTAT DE DROIT ET LA DÉMOCRATIE GRÂCE À DES STANDARDS COMMUNS

DANS LE SUD DE LA MÉDITERRANÉE

APERÇU

OBJECTIFS

- Renforcer les capacités des bénéficiaires du sud de la Méditerranée dans le domaine de la mise en œuvre des réformes judiciaires et de l'efficacité et de la qualité des systèmes judiciaires, et renforcer le dialogue et la mise en réseau entre les professionnels, les institutions et les organes de la justice aux niveaux national, régional et international, sur la base sur la méthodologie de la CEPEJ et sur les normes européennes et internationales relatives.

Septembre 2022 – Août 2025

BÉNÉFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES

- Ministères de la Justice
- Conseils de la justice supérieure
- Services d'inspection judiciaire
- Tribunaux pilotes
- Le personnel judiciaire, les avocats et autres parties prenantes concernées dans la région



RÉSULTATS ATTENDUS

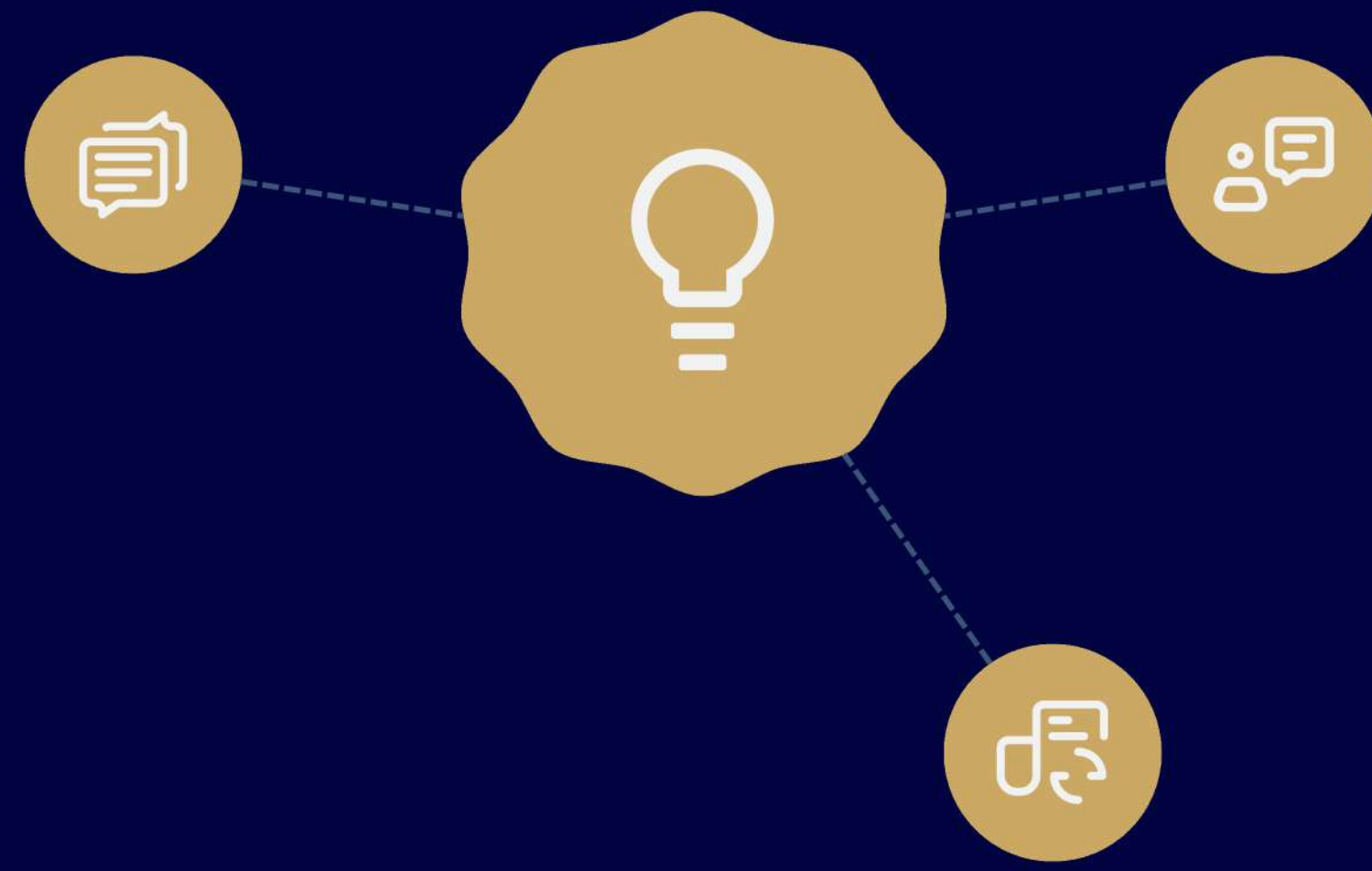
- Des événements régionaux, multilatéraux et bilatéraux sont tenus pour promouvoir les outils et la méthodologie de la CEPEJ ainsi que les meilleures pratiques internationales, et encourager les échanges régionaux sur les bonnes pratiques.
- Des événements régionaux sont organisés dans le cadre des réseaux existants, notamment le réseau informel des services d'inspection de la justice, dont le développement a été soutenu dans la phase IV du Programme Sud. Ces réseaux sont consolidés et bénéficient d'un soutien supplémentaire.
- Un soutien personnalisé est fourni aux bénéficiaires, sous réserve de la demande des autorités nationales.

200 000 EUR (part de la CEPEJ)

PROTÉGER LES DROITS DE L'HOMME, L'ÉTAT DE DROIT ET LA DÉMOCRATIE GRÂCE À DES STANDARDS COMMUNS DANS LE SUD DE LA MÉDITERRANÉE

POINTS CLÉS

SOUTIEN CONTINU AU DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU ARABE DES SERVICES D'INSPECTION JUDICIAIRE (ARNJIS) - - ORGANISATION DES 8^e ET 9^e RÉUNIONS EN LIGNE DU RÉSEAU, CONSACRÉES À L'ÉTUDE ET À LA DISCUSSION DE THÈMES TELS QUE : « LE RÔLE DES ORGANES D'INSPECTION JUDICIAIRE DANS LA PROPOSITION DE MODIFICATIONS LÉGISLATIVES, À LA LUMIÈRE DES EXPÉRIENCES DES PAYS MEMBRES DU RÉSEAU » ET « NORMES ET INDICATEURS D'ÉVALUATION »



ORGANISATION DE LA 4^{ÈME} CONFÉRENCE ANNUELLE AU SULTANAT D'OMAN

APPUI À L'ÉLABORATION D'UNE CHARTE DÉONTOLOGIQUE